

Nombre d'ETP conformément à la désignation des membres du personnel susvisés	Nombre d'heures de cours/apprenant par point
2	352
1,75	351
1,50	349
1,25	348
1	347
0,75	345
0,50	344
0,25	343
0	341

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement flamand du 2 octobre 2009 modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 21 septembre 2007 réglant certaines matières pour les centres d'éducation des adultes, en application du décret du 15 juin 2007 relatif à l'éducation des adultes et modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 12 octobre 2007 réglant certaines matières pour les centres d'éducation de base, en application du décret du 15 juin 2007 relatif à l'éducation des adultes.

Bruxelles, le 2 octobre 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

Le Ministre flamand de l'Enseignement, de la Jeunesse, de l'Égalité des Chances et des Affaires bruxelloises,
P. SMET

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 3713

[C - 2009/29690]

30 AVRIL 2009. — Décret relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Des dispositions générales

Section I^{re}. — Objet

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le présent décret a pour objet de reconnaître et de subventionner les opérateurs qui œuvrent au développement des pratiques de lecture de la population en Communauté française.

Il vise à favoriser l'accès au savoir et à la culture par la mise à disposition de ressources documentaires et culturelles sur tous supports, matériels et immatériels de même qu'à permettre leurs utilisations multiples par le plus grand nombre.

§ 2. Le décret vise le soutien d'opérateurs intégrés dans un unique Réseau public de la Lecture et qui ont pour objectif :

- a) de disposer de ressources dans les différentes disciplines de la connaissance et de la culture;
- b) de mettre ces ressources à disposition de la population;
- c) de développer et de favoriser :
 - des actions de médiation entre ces ressources et la population;
 - le développement, sous toutes formes possibles, de rencontres, d'échanges visant l'intégration des pratiques individuelles de lecture dans des pratiques collectives, qui permettent tant la détente et le plaisir que la communication et favorisent la créativité et la participation à la vie culturelle.

§ 3. L'objet du décret est assuré par le soutien de plans quinquennaux de développement dont les résultats visent tant la population que les acteurs associatifs et institutionnels.

§ 4. La démarche des opérateurs du Service public de la Lecture visés par le décret s'inscrit dans une perspective d'éducation permanente et d'émancipation culturelle et sociale à laquelle toute personne doit pouvoir prétendre individuellement ou collectivement.

Section II. — Définitions

Art. 2. Au sens du présent décret, il faut entendre par :

- 1° « Gouvernement » : le Gouvernement de la Communauté française;
- 2° « Service public de la Lecture » : service public fonctionnel dont l'ensemble des missions est réalisé par les opérateurs du Réseau public de la Lecture, et leurs partenaires. Ces missions contribuent à la facilitation de l'accès au savoir et à la culture, au développement des capacités et des pratiques de lecture de la population, directement ou indirectement, dans une perspective d'éducation permanente, de citoyenneté, de formation continuée, d'information et d'épanouissement et ce, conformément à l'article 1^{er};
- 3° « Réseau public de la Lecture » : ensemble structuré et cohérent des opérateurs du Service public de la Lecture reconnus en vertu du décret et qui œuvrent au développement du Service public de la Lecture; le Réseau public de la Lecture est un ensemble de relations, d'échange et de concertation entre les différents opérateurs;

- 4° « Opérateur du Service public de la Lecture » : composant du Réseau public de la Lecture et qui est reconnu par la Communauté française conformément aux dispositions du décret et aux arrêtés pris en exécution de celui-ci.
- 5° « Opérateur direct » : opérateur du Réseau public de la Lecture qui propose des services directement à la population; il peut être composé d'une ou plusieurs bibliothèques gérées par un ou plusieurs pouvoirs organisateurs. Les opérateurs directs sont soit :
- une « bibliothèque locale ». Celle-ci exerce ses activités au bénéfice de la population d'un territoire déterminé. Elle dispose en permanence d'une ou plusieurs bibliothèques ou infrastructures en accès libre destinée(s) tant au prêt et à la consultation de documents, sur tous supports matériels ou immatériels selon les normes établies, qu'aux activités d'animation;
 - une « bibliothèque itinérante ». Celle-ci exerce ses activités via des infrastructures circulantes sur un territoire déterminé et développe son action en lien avec les autres opérateurs directs dont ils desservent la population en commun;
 - une « bibliothèque spéciale ». Celle-ci exerce ses activités au profit de personnes relevant de la compétence de la Communauté française et qui sont empêchées de participer aux services créés par les autres opérateurs directs que ce soit en raison d'un handicap ou d'un empêchement physique. Elle organise des dispositifs particuliers pour ce faire et n'est pas limitée à un territoire déterminé hormis celui où s'exercent les compétences de la Communauté française;
- 6° « Opérateur d'appui » : opérateur du Réseau public de la Lecture qui propose ses services aux opérateurs directs. L'opérateur d'appui exerce ses activités au bénéfice des opérateurs directs reconnus et de l'ensemble du Réseau public de la Lecture. Il intervient en seconde ligne pour aider, en dehors de toute suppléance, les opérateurs directs à rencontrer leurs missions. Il apporte son aide aux pouvoirs organisateurs des bibliothèques qui souhaitent obtenir une reconnaissance comme opérateur direct en vertu du présent décret.
- 7° « Organisation représentative agréée de bibliothécaires et bibliothèques » : structure associant des professionnels et des composants du Réseau public de la Lecture, en vue d'assurer collectivement le développement de leurs capacités d'action pour remplir les missions du Service public de la Lecture;
- 8° « Territoire » :
- a) pour les opérateurs directs hormis les bibliothèques spéciales : une commune ou un ensemble de communes géographiquement proches et qui constituent un ensemble cohérent sur lequel les opérateurs décident de réaliser les missions du Service public de la Lecture soit seuls, soit par l'association de plusieurs opérateurs directs, pour la réalisation d'un même plan de développement;
 - b) pour les opérateurs d'appui : soit une province, soit la Région de Bruxelles-Capitale, soit encore l'ensemble de la Communauté française;
- 9° « Bibliothèques » : services d'accès aux ressources et aux moyens développés à l'article 1^{er} qui sont destinés à la population ou aux opérateurs du Service public de la Lecture et qui permettent la mise en œuvre du plan quinquennal de développement de l'opérateur;
- 10° « Pouvoir organisateur » : les pouvoirs publics, les associations de pouvoirs publics, les associations sans but lucratif et fondations de droit privé qui concourent soit seuls soit collectivement à l'accomplissement du Service public de la Lecture par la gestion d'une ou plusieurs bibliothèques ou d'un ou plusieurs services d'appui;
- 11° « Plan quinquennal de développement » : programme d'action d'une durée minimale de cinq ans établi en vue de réaliser l'objet du décret;
- 12° « Education permanente » : toute démarche visant l'analyse critique de la société, la stimulation d'initiatives démocratiques et collectives, le développement de la citoyenneté active et l'exercice des droits sociaux, culturels, environnementaux et économiques dans une perspective d'émancipation individuelle et collective des publics en privilégiant la participation active des publics visés et l'expression culturelle;
- 13° « Pratiques de lecture » : toutes formes de lecture sur tous supports concernant différents types d'écrits ou de documents tels que, notamment, livres fictionnels et non fictionnels, revues, magazines, journaux, courriels, pages webs, blogs, forums, cédéroms, dvd, e-book ou weblivre, jeux et qui permettent aux lecteurs des pratiques d'échanges avec d'autres afin de reconstruire le sens d'un contenu;
- 14° « Participation à la vie culturelle » : possibilité effective et garantie pour tous, groupes ou individus, de librement s'exprimer, communiquer, agir, créer, en vue d'assurer leur propre épanouissement, une vie harmonieuse et le progrès culturel de la société;
- 15° « Normes bibliothéconomiques » ensemble de règles selon lesquelles les opérateurs du Réseau public de la Lecture traitent et organisent les documents qu'ils mettent à disposition du public et qui, par leur cohérence et leur uniformisation, permettent notamment de procéder entre les composants du Réseau public de la Lecture à des échanges de données comparables et à des échanges informatiques, des interfaces entre catalogues, des consultations à distance;
- 16° « Capacités langagières » : capacités de compréhension à l'audition, capacités d'expression orale, capacités de lecture et capacités de produire des écrits;

17° « Ressources » : les documents entendus comme des ensembles de supports rassemblant de l'information ou des œuvres culturelles et des données enregistrées sur ceux-ci sous une forme en général permanente et lisible par l'homme ou par une machine; les jeux sont également visés;

18° « Support » : dispositif ou milieu matériel dans et sur lequel l'information est enregistrée sous une forme physique conventionnelle ou convenant à son traitement par des moyens automatiques, véhiculée, conservée ou restituée.

CHAPITRE II. — *Du Réseau public de la Lecture*

Section I^{re}. — Des opérateurs du Réseau public de la Lecture

Art. 3. Les opérateurs reconnus en vertu du présent décret forment collectivement un Réseau public de la Lecture.

Les opérateurs directs remplissent des missions directement au service de la population.

Les opérateurs d'appui remplissent des missions au profit des opérateurs directs et de l'ensemble du Réseau public de la Lecture.

Art. 4. Les opérateurs directs sont constitués soit en bibliothèque locale, soit en bibliothèque itinérante soit en bibliothèque spéciale.

Lorsque plusieurs pouvoirs organisateurs organisent l'activité d'une bibliothèque locale qui s'exerce sur un même territoire, ils constituent ensemble un opérateur direct. Les modalités de collaboration et de fonctionnement des pouvoirs organisateurs sont fixées dans une convention conclue entre eux dans le respect du présent décret. Le Gouvernement précise les éléments qui, au minimum, doivent y figurer en vue du bon fonctionnement du Réseau public de la Lecture.

Art. 5. § 1^{er}. Les opérateurs d'appui sont soit des opérateurs reconnus et subventionnés, soit des services du Gouvernement de la Communauté française créés selon les modalités décrites par le Gouvernement.

§ 2. A l'exception des services du Gouvernement de la Communauté française, un seul opérateur d'appui est reconnu et subventionné par province et un seul est reconnu pour la Région de Bruxelles-Capitale.

§ 3. Les opérateurs d'appui établissent entre eux des partenariats par convention pour permettre la réalisation des actions utiles à l'organisation du Réseau public de la Lecture en Communauté française. Ils mettent en commun les moyens qui en assurent le fonctionnement intégré.

Art. 6. Le Gouvernement arrête les modalités d'exécution qui assurent le bon fonctionnement du Réseau public de la Lecture.

Section II. — Des critères d'organisation des opérateurs entre eux et de fonctionnement au sein du Réseau public de la Lecture

Art. 7. § 1^{er}. En vue de développer les missions du Service public de la Lecture, les opérateurs du Service public de la Lecture visés aux articles 4 et 5 sont intégrés dans un Réseau public de la Lecture unique couvrant toute la Communauté française.

Le Réseau public de la Lecture est constitué d'opérateurs qui exercent leur action sur un territoire défini et qui est soit :

- 1° local (communal ou supra communal);
- 2° provincial ou régional pour la Région de Bruxelles-Capitale;
- 3° communautaire dès lors qu'il vise l'ensemble du territoire où s'exercent les compétences de la Communauté française.

§ 2. Le Réseau public de la Lecture crée tout partenariat utile avec des institutions internationales qui peuvent renforcer son action ou intégrer la réalisation de ses missions dans un cadre international.

Art. 8. § 1^{er}. Le Gouvernement arrête les critères d'organisation et de fonctionnement du Réseau public de la Lecture dans le respect des principes suivants :

- 1° la mise en commun de pratiques et l'échange de résultats;
- 2° l'utilisation de normes, dont les normes bibliothéconomiques, et de règles permettant l'échange de données;
- 3° la mise en commun et la production partagée de la gestion des ressources documentaires en ce compris les catalogues;
- 4° la mise en commun des ressources de médiation et d'animation;
- 5° la nécessaire collaboration réciproque entre les opérateurs directs et les opérateurs d'appui.

§ 2. Le Gouvernement charge ses services de l'organisation du fonctionnement du Réseau public de la Lecture et de la mise en commun des ressources.

A cet effet, ceux-ci organisent la mise en relation régulière des opérateurs d'appui, la création de plates formes entre eux et la mise en commun de plans quinquennaux de développement portés par les opérateurs du Service public de la Lecture.

Section III. — De l'élaboration d'un plan quinquennal de développement

Art. 9. En vue de la réalisation des missions définies à l'article 1^{er}, les opérateurs du Réseau public de la Lecture intègrent l'ensemble de leur action dans le cadre d'un plan quinquennal de développement.

Art. 10. § 1^{er}. Le plan quinquennal de développement des opérateurs directs visés à l'article 4 prévoit au minimum :

- 1° Une description des objectifs généraux d'action que l'opérateur se fixe à court, moyen et long terme en fonction des problématiques définies après l'analyse des réalités sociales du territoire concerné;
- 2° une description des objectifs pour une période de cinq ans reprenant :
 - les réalisations que l'opérateur veut mettre en œuvre;
 - les niveaux d'activité qu'il cherche à atteindre;
 - le mode d'actualisation du plan au cours de son déroulement;

- 3° une définition de la population visée;
- 4° une définition des changements envisagés en termes de progression des pratiques de lecture de la population visée;
- 5° une définition des programmes de médiation que l'opérateur souhaite mettre en œuvre pour que les populations visées accèdent aux ressources documentaires et culturelles et comprenant particulièrement :
 - une définition des moyens pédagogiques et des programmes d'animation visant l'utilisation et le développement des capacités langagières liées à l'écrit;
 - les programmes permettant à la population et aux acteurs associatifs de mener, avec le soutien du personnel adéquat, des recherches documentaires et de réaliser des analyses critiques de documents et de sources disponibles, dans une perspective d'acquisition de connaissances, de production documentaire ou de production culturelle;
 - le développement de toute action visant à lutter contre l'illettrisme.
- 6° les moyens affectés, dont :
 - l'organisation, à destination de la population, de services d'offre de ressources documentaires ayant trait à la connaissance et à la culture;
 - le matériel permettant l'accès aux ressources numériques;
 - les ressources pédagogiques nécessaires au plan quinquennal de développement;
 - les ressources humaines, financières, d'infrastructures, documentaires rassemblées à cette fin;
- 7° la définition de la méthodologie de l'action et sa planification dans le temps;
- 8° l'objet et la méthodologie de l'évaluation qui accompagne le plan quinquennal telle que définie aux articles 14 et 15.

§ 2. Dans un souci de cohérence de la politique culturelle menée sur un territoire déterminé, les opérateurs directs intervenant sur ce territoire, intègrent leurs plans de développement respectifs dans un seul plan quinquennal de développement et ce, quel que soit le nombre d'opérateurs directs y intervenant. Ce plan de développement dépasse, en terme d'objectifs d'action et de moyens mis en œuvre, la simple addition des programmes d'action respectifs des opérateurs directs.

§ 3. En outre, le plan implique une concertation de différents organismes reconnus dans le cadre des politiques culturelles de la Communauté française sur les enjeux de la politique culturelle communale ou supra communale du territoire où l'action est développée. Il prend aussi en considération les actions d'organismes reconnus ou actifs dans le cadre de dispositions légales et réglementaires relatives à l'insertion sociale, à l'alphabétisation et à la formation continuée.

Les actions menées avec des établissements d'enseignement se développent en conformité avec les objectifs définis à l'article 3 du décret du 24 mars 2006 relatif à la mise en œuvre, la promotion et le renforcement des collaborations entre la culture et l'enseignement.

Des conventions de partenariat peuvent être conclues avec les organismes visés à aux alinéas 1^{er} et 2. Le contenu et les modalités de celles-ci font partie du plan quinquennal de développement.

§ 4. Lorsque plusieurs bibliothèques organisées par des pouvoirs organisateurs différents constituent un opérateur du Service public de la Lecture, la convention déterminant les relations entre les objectifs de leur action et les moyens qui y sont dévolus fait partie intégrante du plan quinquennal de développement du territoire concerné.

Art. 11. Le plan quinquennal de développement des opérateurs d'appui visés à l'article 5, concerne prioritairement soit une province, soit la Région de Bruxelles-Capitale, soit encore l'ensemble de la Communauté française. Il définit les enjeux, les objectifs et les moyens affectés par l'opérateur d'appui au développement des actions des opérateurs directs du territoire concerné ainsi que la mise en œuvre de leur coordination.

Le plan quinquennal de développement prévoit au minimum :

- 1° Une description des objectifs généraux d'action que l'opérateur d'appui se fixe à court, moyen et long terme en fonction des problématiques définies après l'analyse des réalités du Réseau public de la Lecture sur le territoire concerné;
- 2° une description des objectifs pour une période de cinq ans reprenant :
 - les réalisations que l'opérateur veut mettre en œuvre;
 - le mode d'actualisation du plan au cours de son déroulement;

Parmi ces réalisations, l'opérateur d'appui définit au minimum ses objectifs concernant :

- 1) le développement de bases de données dont les catalogues collectifs de ressources documentaires mis à disposition de la population dans les services directs, leur entretien et leur maintenance;
- 2) la garantie d'accès à ces bases de données accordée aux opérateurs visés à l'article 4 ainsi qu'aux utilisateurs du Service public de la Lecture;
- 3) la mise en réseau avec des catalogues collectifs développés en dehors du Réseau public de la Lecture;

- 4) la mise en commun des ressources documentaires selon des procédures partagées, que ce soit en vue de leur diffusion ou de leur conservation;
 - 5) la création de partenariats sur base des compétences des différents opérateurs directs visés à l'article 4;
 - 6) le soutien aux plans quinquennaux de développement des opérateurs directs visés à l'article 10 et à la promotion des objectifs et actions qu'ils concernent;
 - 7) l'organisation commune de la production de tous autres services qui facilitent l'action des opérateurs du Service public de la Lecture notamment en termes de moyens, de pédagogie d'action, de médiation et d'évaluation des résultats de l'action;
- 3° une définition des opérateurs visés dans le Réseau public de la Lecture et des partenariats mis en œuvre avec d'autres opérateurs.
- Le plan quinquennal de développement prévoit, notamment, une coopération, avec et entre les opérateurs et organismes suivants :
- 1° les opérateurs directs du Service public de la Lecture de leur territoire;
 - 2° des opérateurs reconnus dans le cadre des politiques culturelles de la Communauté française;
 - 3° des organismes reconnus ou actifs dans le cadre de dispositions légales et réglementaires relatives à l'insertion sociale, l'alphabétisation et la formation continuée;
 - 4° des établissements d'enseignement pour aider les opérateurs directs à mettre sur pied des projets d'action en conformité avec les objectifs définis à l'article 3 du décret du 24 mars 2006 relatif à la mise en œuvre, la promotion entre la culture et l'enseignement.
- 4° une définition des changements envisagés en termes de progression des services offerts par les opérateurs directs du territoire concerné;
- 5° les moyens affectés, dont :
- les ressources humaines, financières, documentaires et d'infrastructures, rassemblées à cette fin;
 - les ressources pédagogiques nécessaires au plan quinquennal de développement;
- 6° la définition de la méthodologie de l'action et de sa planification dans le temps :
- 7° l'objet et la méthodologie de l'évaluation qui accompagne le plan quinquennal de développement telle que définie aux articles 14 et 15.

CHAPITRE III. — *De la reconnaissance des opérateurs du Service public de la Lecture*

Section 1^{re}. — Des conditions de reconnaissance

Art. 12. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut reconnaître les opérateurs qui en font la demande et qui répondent aux conditions visées ci-après.

Pour être reconnus et garder le bénéfice de la reconnaissance, les opérateurs du Service public de la Lecture doivent satisfaire aux conditions générales suivantes :

- 1° Elaborer, selon les formes arrêtées par le Gouvernement, un plan quinquennal de développement conforme aux objectifs décrits à l'article 1^{er};
- 2° Pendant une année, avant l'introduction de la demande de reconnaissance, avoir poursuivi des activités conformes à celles exigées par le décret pour l'obtention d'une reconnaissance;
- 3° Disposer en permanence et en nombre suffisant du personnel qualifié nécessaire à l'accomplissement du plan quinquennal de développement qu'ils mènent sur un territoire d'intervention au bénéfice de la population à desservir ou dans le cadre de leurs missions d'appui;
- 4° Disposer de locaux, d'infrastructures, d'équipements qui permettent la réalisation du plan quinquennal de développement;
- 5° Disposer de matériels et de mobiliers divers leur permettant de réaliser les activités de manière efficiente;
- 6° Disposer de collections, de documents sous divers supports matériels ou immatériels destinés à l'emprunt, à la consultation ou à tous autres usages, tenus à jour par des accroissements et des élagages réguliers. En outre ces collections et documents doivent être :
 - quantitativement et qualitativement significatifs eu égard à la population à desservir;
 - représentatifs des besoins socioculturels contemporains inhérents au caractère public de l'institution;
- 7° organiser en son sein un conseil de développement de la lecture dont la composition, variable en fonction des divers types d'opérateurs du Service public de la Lecture, est fixée par le Gouvernement. En conformité avec l'objectif du présent décret le conseil de développement de la lecture prévoit les synergies nécessaires avec d'autres opérateurs. Ce conseil peut notamment émaner du conseil culturel du Centre culturel, tel que défini à l'article 6, 5° du décret du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des centres culturels, couvrant le même territoire que l'opérateur concerné;
- 8° participer au processus d'évaluation du Service public de la Lecture tel que défini au chapitre VI;
- 9° transmettre toutes les informations utiles aux services de l'Administration générale de la Culture notamment afin de leur permettre de réaliser les avis nécessaires dans les procédures de reconnaissance, de retrait de reconnaissance, de retrait des subventions, d'évaluation et de contrôle.

Le Gouvernement détermine les modalités pratiques de la présente disposition.

Section II. — De la procédure de reconnaissance

Art. 13. Le Gouvernement arrête la procédure de reconnaissance dans le respect des principes suivants :

- 1° l'opérateur introduit une demande de reconnaissance selon les modalités déterminées;
- 2° Le Gouvernement requiert l'avis du Conseil des Bibliothèques publiques et l'avis du Service général d'inspection de la Culture pour l'examen de cette demande. Lorsque l'avis du Conseil des Bibliothèques publiques n'intervient pas dans le délai prescrit par le Gouvernement, cet avis est considéré comme positif;
- 3° La procédure de reconnaissance prévoit en outre au moins :
 - a) la possibilité pour les opérateurs d'introduire un recours contre une décision de refus de reconnaissance, ainsi que ses formes et délais;
 - b) la compétence d'avis du Conseil des Bibliothèques publiques en matière de recours;
 - c) la possibilité pour l'opérateur de présenter son argumentation lors d'un recours;
 - d) la procédure de recours.

Le Gouvernement assure, par la voie de ses services, la publication annuelle d'un rapport relatif aux demandes de reconnaissance, aux dates d'introduction de celles-ci, aux avis remis et aux décisions prises.

*Section III. — Du maintien de la reconnaissance**Sous-section I^{er}. — De l'évaluation du plan quinquennal*

Art. 14. § 1^{er}. L'évaluation du plan quinquennal a lieu à l'issue de la quatrième année de l'exécution du plan mais aussi en cours d'exécution de celui-ci conformément aux articles 10 et 11. En ce cas, elle est dite continue et s'entend du processus mis en place par chaque opérateur pour accompagner le plan quinquennal de développement et les changements qu'il prévoit de mettre en œuvre, pour orienter les décisions de gestion de ce plan et apprécier ses résultats et impacts.

§ 2. Le Service général d'Inspection de la Culture collabore au processus d'évaluation continue organisé avec les opérateurs reconnus, en vue de les aider à intégrer leur action dans le développement du Réseau public de la Lecture, de vérifier avec eux la réalisation du plan quinquennal de développement.

Il valide le dispositif d'évaluation de chaque opérateur dans la perspective de l'aide à la décision et à la gestion de l'action telle que programmée dans le plan quinquennal de développement.

§ 3. Le Gouvernement définit les modalités de collaboration entre les opérateurs et le Service général d'Inspection de la Culture. Cette collaboration doit permettre au Gouvernement de définir la réalité des axes d'action du Service public de la Lecture défini à l'article 27 et la manière dont sont rencontrés les objectifs du présent décret.

Art. 15. Le Gouvernement arrête la procédure d'évaluation dans le respect des règles suivantes :

- a° l'évaluation continue du plan quinquennal de développement est réalisée par l'opérateur conformément aux articles 10 et 11 en concertation avec le Service général de l'Inspection de la Culture; l'opérateur transmet celle-ci aux services du Gouvernement selon la périodicité définie dans le plan quinquennal de développement.
Il en va de même à l'issue de l'exécution du plan de développement : l'opérateur adresse aux services du Gouvernement un rapport général d'exécution et le plan quinquennal de développement qu'il a établi pour la période suivante;
- b° dans le cadre de l'évaluation continue, si lors d'une phase de réalisation de celle-ci, l'évaluation conclut à ce que les objectifs fixés ne sont plus poursuivis par l'opérateur, le contenu de l'évaluation est transmis au Conseil des Bibliothèques publiques. Le Service général de l'Inspection de la Culture y joint un avis. Le Conseil entendu, les services du Gouvernement s'en réfèrent alors à la procédure prévue au chapitre V.
- c° au terme de chaque période quinquennale, le maintien de la reconnaissance fait l'objet d'une décision du Gouvernement basée sur l'évaluation effectuée à l'issue de la période et sur les avis du Conseil des Bibliothèques publiques et du Service général d'Inspection de la Culture;
- d° l'avis du Service général de l'inspection de la Culture et l'avis du Conseil des Bibliothèques publiques sont adressés à l'opérateur concerné;
- e° les avis du Service général d'Inspection de la Culture et du Conseil des Bibliothèques publiques sont transmis au Gouvernement pour décision;
- f° la procédure prévue au chapitre V est applicable en cas de décision négative à l'issue de la période quinquennale.

Sous-section II. — Du contrôle

Art. 16. § 1^{er}. Aux fins de contrôler le respect des dispositions du décret par les opérateurs, ceux-ci adressent chaque année aux services du Gouvernement un rapport d'activité ainsi qu'un rapport comptable constitués des comptes de résultats ainsi que, pour les bibliothèques de droit privé, des comptes de bilan.

Dès lors que l'opérateur comporte plusieurs pouvoirs organisateurs, le rapport comptable fournit les comptes de chaque pouvoir organisateur et un compte de résultats regroupant les comptes des différents pouvoirs organisateurs.

§ 2. Le Gouvernement arrête la procédure dans le respect des principes suivants :

- 1° au terme de chaque année civile, le Service général qui a le Service public de la Lecture dans ses attributions contrôle l'utilisation des subventions octroyées à l'opérateur et sa conformité au décret. S'il apparaît que l'opérateur ne remplit pas les conditions du présent décret et de ses arrêtés d'application, l'administration soumet ce constat pour avis au Conseil des Bibliothèques publiques;
- 2° la procédure prévue aux articles 24 et suivants est applicable dès lors qu'il est constaté que l'opérateur ne respecte pas les dispositions du décret à l'issue du contrôle effectué au terme de chaque année civile.

§ 3. Le Gouvernement arrête la forme et le contenu de ces documents ainsi que les délais endéans lesquels ils doivent être adressés pour toutes fins utiles aux services concernés.

CHAPITRE IV. — Des conditions du subventionnement

Art. 17. § 1^{er}. La Communauté française, les provinces, la Commission communautaire française et les communes apportent une aide financière aux opérateurs reconnus du Service public de la Lecture.

§ 2. Pour assurer que l'opérateur puisse mettre à disposition de la population les ressources documentaires nécessaires à la réalisation du plan quinquennal de développement, l'intervention des communes ou associations de communes vise au minimum la charge de l'accroissement annuel des ressources documentaires sur supports matériels tel que défini au plan quinquennal de développement que ce soit pour elles-mêmes ou pour les pouvoirs organisateurs de droit privé, que ce soit par voie de subside de transfert ou par l'achat direct de celles-ci.

§ 3. Les provinces et la Commission communautaire française participent aux frais de fonctionnement des opérateurs sur base d'une subvention proportionnelle au nombre de permanents subventionnés par la Communauté française. Lorsque plusieurs pouvoirs organisateurs constituent un opérateur, le montant est réparti entre eux selon la convention incluse dans le plan quinquennal de développement.

§ 4. En cas d'opérateur direct constitué de plusieurs bibliothèques gérées par des pouvoirs organisateurs différents d'elles-mêmes, les communes et associations de communes peuvent apporter aux bibliothèques organisées par ces autres pouvoirs organisateurs, une aide financière ou technique déterminée conventionnellement avec les pouvoirs organisateurs des bibliothèques constituant l'opérateur.

Art. 18. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement de la Communauté française alloue à tout opérateur direct ou à tout opérateur d'appui reconnu en vertu du présent décret :

- 1° des subventions forfaitaires au titre d'intervention dans la rémunération des permanents des pouvoirs organisateurs des opérateurs du Service public de la Lecture reconnus.

Le nombre de permanents est basé sur les chiffres de la population de droit du territoire couvert par l'opérateur, sur la superficie du territoire couvert par l'opérateur ou de manière forfaitaire.

- a) Pour les opérateurs directs locaux, le nombre de permanents est établi comme suit :

Nombre d'habitants	Nombre de permanents
moins de 15.000	1,5
de 15.000 à moins de 25.000	3
de 25.000 à moins de 35.000	5
de 35.000 à moins de 50.000	6
de 50.000 à moins de 80.000	10
de 80.000 à moins de 110.000	13
de 110.000 à moins de 140.000	16
de 140.000 à moins de 170.000	19
170.000 et plus	25

Dans chaque province et dans la Région de Bruxelles-Capitale, des subventions au titre d'intervention dans la rémunération des permanents peuvent être accordées à des bibliothèques locales qui souhaitent offrir et assurer la conservation d'une collection encyclopédique disponible pour les opérateurs directs et les usagers du Service public de la Lecture d'un territoire plus large que celui visé par leur reconnaissance.

Le nombre de permanents est calculé selon les chiffres de population de droit de chaque province et les chiffres de population résidant dans des zones d'action prioritaire telles que définies par le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme.

Ce nombre est réparti de la manière suivante :

Territoire	Nombre de permanents
Province de Brabant wallon	7
Région de Bruxelles-Capitale	33
Province de Hainaut	35
Province de Liège	29
Province de Luxembourg	4
Province de Namur	11

Les subventions visées à l'alinéa 3 peuvent être attribuées à des opérateurs directs au terme d'une répartition établie avec l'opérateur d'ap pui de la province concernée ou de la Région de Bruxelles-Capitale et proposée par celui-ci.

- b) Pour les opérateurs directs - bibliothèques itinérantes, le nombre de permanents est établi selon deux critères cumulatifs comme suit :

Territoire de compétence	Nombre de permanents
de 1.200 km à 3.700 km	2
de 3.700 km à 4.400 km	4
plus de 4.400 km	6

Nombre d'habitants	Nombre de permanents
de 200.000 à 500.000	2
de 500.000 à moins de 1.000.000	4
1.000.000 et plus	6

- c) Pour les opérateurs directs - bibliothèques spéciales, le nombre de permanents est fixé à 4.
d) Pour les opérateurs d'appui, le nombre de permanents est fixé comme suit :

Nombre d'habitants du territoire de compétence	Nombre de permanents
moins de 750 000	4
de 750.000 à moins de 1.000.000	8
1.000.000 et plus	10

Le montant des subventions accordées au titre d'intervention dans la rémunération des permanents aux opérateurs de droit privé ou qui rassemblent un ou des pouvoirs organisateurs de droit privé intégrés dans un opérateur reconnu est fixé pour ces pouvoirs organisateurs de droit privé conformément au décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française.

Le montant des subventions accordées au titre d'intervention dans la rémunération des permanents aux opérateurs de droit public ou qui rassemblent des pouvoirs organisateurs de droit public est fixé par le Gouvernement.

- 2° des subventions forfaitaires de fonctionnement et d'activités dont il fixe le montant et qui sont liées à la réalisation du plan quinquennal de développement. Le Gouvernement établit des catégories de subventions ainsi que les conditions de classement des opérateurs au sein de ces catégories.

- a) Pour les opérateurs directs, les catégories de subventions sont établies en fonction :

- 1° des actions développées par les opérateurs pour favoriser :
- les pratiques de lecture : de la consommation individuelle au développement collectif de capacités langagières;
 - l'organisation de la documentation selon :
 - les conditions de présentation (locaux et aménagement)
 - sa présentation, son renouvellement
 - l'information et le conseil pour y accéder
 - les relations avec les autres composants du Réseau public de la Lecture);
 - l'accès à la recherche documentaire - selon l'organisation de l'accès physique ou virtuel, les horaires
 - selon les outils de recherche individuels et collectifs mis à disposition de la population;
 - selon l'intégration dans l'ensemble des moyens développés par le Réseau public de la Lecture;
- 2° du type d'offre de ressources adaptées au plan quinquennal de développement de la lecture selon :
- la qualité, la variété, la quantité des collections, leur renouvellement;
 - les critères d'adaptation à la population et au plan quinquennal de développement;
- 3° de l'intégration du plan quinquennal de développement dans les politiques culturelles locales :
- de l'accueil à la cogestion de projets;
 - de la production propre à la production en partenariat;
- 4° de la définition des effets escomptés et des impacts souhaités selon :
- le type d'évaluation et la qualité des outils construits;
 - les acteurs de l'évaluation : de l'opérateur lui-même à une évaluation avec les partenaires de son action.

- b) Pour les opérateurs d'appui, les catégories de subventions sont établies en fonction :

- 1° des actions développées pour organiser la coopération entre opérateurs directs selon :
- la qualité, le nombre et l'envergure des actions menées avec les opérateurs du Réseau public de la Lecture;
 - les effets escomptés de mise en réseau;
- 2° de la mutualisation des services selon :
- le nombre et la qualité des services mis en œuvre;
 - la qualité des échanges entre opérateurs et composants du Réseau public de la lecture;
 - les résultats visés en termes de :
 - services informatiques,
 - services d'animation,
 - services pédagogiques,
 - formation,
 - communication,
 - le nombre de participants.
- 3° Le Gouvernement peut allouer des subventions d'équipement et d'aménagement en ce compris des subventions relatives à l'équipement informatique des opérateurs du Service public de la Lecture;
- 4° Les opérateurs du Réseau public de la Lecture peuvent obtenir des subventions pour des infrastructures culturelles pour autant que les investissements soient réalisés par des collectivités locales, en vertu du décret du 17 juillet 2002 relatif à l'octroi de subventions aux collectivités locales pour des projets d'infrastructures culturelles et de son arrêté d'application. Le Gouvernement détermine les conditions que doivent respecter la note de motivation et la note d'intention prévue dans le décret précité et son arrêté d'application afin que le programme complet des installations soit conforme avec le présent décret.

Art. 19. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, les organisations représentatives de bibliothécaires et bibliothèques agréées comme organisations représentatives des utilisateurs en vertu du décret du 10 avril 2003 modifié par le décret du 20 juillet 2005 relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le

secteur culturel peuvent bénéficier d'une subvention au titre d'intervention dans la rémunération d'un permanent en vertu du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française et d'une subvention forfaitaire de fonctionnement et d'activités.

§ 2. Ces organisations représentatives exercent leurs activités au profit de leurs membres qui sont soit des professionnels œuvrant dans des composants fonctionnels du Réseau public de la Lecture, soit des pouvoirs organisateurs du Réseau public de la Lecture.

Les organisations représentatives de bibliothécaires et bibliothèques agréées doivent poursuivre l'objectif de promouvoir les compétences et les capacités spécifiques des composants du Réseau public de la Lecture et du personnel qualifié affecté aux missions remplies par les opérateurs du Réseau public de la Lecture reconnus dans le cadre du décret par l'utilisation des moyens suivants :

- 1° en suscitant leur information, leur formation, leur documentation;
- 2° en intégrant les parcours de formation du personnel aux différentes missions contemporaines reconnues pour développer les pratiques de lecture auprès de groupes variés de la population de la Communauté française;
- 3° en assurant l'information de leurs membres relativement aux objectifs du présent décret;
- 4° en créant les passerelles utiles entre les pratiques de leurs membres et celles des autres professions du secteur culturel ou du secteur documentaire.

§ 3. Pour bénéficier des subventions reprises au § 1^{er}, les organisations représentatives des utilisateurs agréées introduisent auprès des Services du Gouvernement une demande de contrat-programme couvrant une période de cinq ans, établi sur base des objectifs d'action et de programmation prévus par le présent décret.

§ 4. Le Gouvernement détermine les conditions d'exécution des missions des organisations représentatives agréées de bibliothécaires et bibliothèques dans le respect des objectifs visés à l'article 1^{er}.

Art. 20. A dater du 1^{er} janvier de chaque année, et pour autant que le budget général des dépenses ait été préalablement adopté, le montant des subventions est indexé en multipliant la valeur du montant de la subvention par la moyenne des chiffres de l'index des prix à la consommation (indice santé) des deux derniers mois de l'année précédente, divisé par la moyenne des chiffres de l'index des prix à la consommation (indice santé) des deux derniers mois de l'année antépénultième. Toutefois, cette indexation ne peut être supérieure à l'indexation du budget général des dépenses de la Communauté française;

Art. 21. Les subventions sont octroyées pour une année civile.

A dater du 1^{er} janvier de chaque année et pour autant que le budget général des dépenses ait été préalablement adopté, le Gouvernement liquide les subventions visées en deux tranches :

- 1° La première tranche équivalente à 85 % est liquidée pour le 31 mars de la même année au plus tard.
- 2° Après vérification du dossier justificatif de l'année précédente, la seconde tranche, soit 15 %, est versée aux opérateurs reconnus pour le 15 décembre de la même année.

Le Gouvernement fournit à l'association un décompte des subventions octroyées lors la liquidation de chaque tranche.

CHAPITRE V. — *Du retrait des subventions et de la reconnaissance*

Art. 22. Sans préjudice des dispositions particulières qui y sont relatives, la reconnaissance et le subventionnement ne peuvent intervenir au bénéfice de personnes morales qui appartiennent à un organisme ou à une association dont il est établi par une décision de justice coulée en force de chose jugée qu'ils ne respectent pas les principes démocratiques énoncés dans le respect des libertés fondamentales garanties par les Conventions internationales et la Constitution mais aussi des normes en vigueur garantissant l'égalité et la non discrimination.

Art. 23. Les personnes morales reconnues ou subventionnées par le décret qui n'en respectent pas les conditions peuvent faire l'objet d'un retrait des subventions ou d'un retrait de la reconnaissance.

Art. 24. Le Gouvernement arrête la procédure de retrait des subventions ou de retrait de reconnaissance et prévoit les modalités de liquidations éventuelles des subventions dans le respect des principes suivants :

- 1° Sur base d'un avis du Service général de l'Inspection de la Culture constatant que l'opérateur ne respecte plus le décret, les services du Gouvernement adressent, par courrier recommandé, une mise en demeure à l'opérateur reprenant les griefs qui lui sont reprochés. La mise en demeure précise s'il est envisagé un retrait de reconnaissance ou un retrait des subventions en vue de permettre à l'opérateur de rencontrer à nouveau le prescrit du décret. L'opérateur est averti formellement de la possibilité qu'il a de faire valoir ses observations par écrit;
- 2° L'opérateur est averti qu'il dispose d'un délai de trente jours pour faire valoir ses observations par écrit. Il peut demander d'être entendu par le Conseil des Bibliothèques publiques.
- 3° Dès réception des observations de l'opérateur ou, en l'absence d'observations, dès l'expiration du délai prévu au 2°, les services du Gouvernement rendent un avis dans un délai de vingt jours et proposent le maintien, le retrait de la reconnaissance ou le retrait des subventions.

A défaut d'avis rendu par les services du Gouvernement endéans le délai prévu à l'alinéa 1^{er}, il est réputé favorable au maintien de la reconnaissance.

- 4° Les services du Gouvernement transmettent leur avis et leur proposition visés au 3° au Conseil des Bibliothèques publiques. Le Conseil des Bibliothèques publiques remet un avis dans un délai de trente jours. En l'absence d'avis dans ce délai, l'avis du Conseil des Bibliothèques publiques est réputé favorable à la proposition des services du Gouvernement.
- 5° Les services du Gouvernement transmettent les avis visés aux points 3° et 4° et leur proposition au Gouvernement dans un délai de dix jours.
- 6° le Gouvernement prend sa décision dans un délai de trente jours à dater de la réception des avis visés au point 5° ou, en l'absence d'avis, à dater de l'expiration des délais prévus aux points 3° et 4°.

Art. 25. En cas de retrait des subventions, le Gouvernement détermine la durée de ce retrait et le délai accordé à l'opérateur pour se conformer au décret.

Art. 26. En cas de retrait de reconnaissance, l'opérateur ne bénéficie plus des subventions à l'exception des subventions visées à l'article 18, 1^o afin de permettre le paiement des montants découlant de la fin des contrats de travail conclus en application de la loi du 3 juillet 1978 relative au contrat de travail, et ce pour une durée de six mois maximum à dater du retrait de la reconnaissance.

La Communauté française ne liquide ces subventions que pour autant qu'il soit apporté la preuve, par l'opérateur, qu'elles sont consacrées au paiement des préavis ou de toutes autres charges dues au travailleur en vertu de la réglementation sociale en vigueur et non contestables.

CHAPITRE VI. — *De l'évaluation du Service public de la Lecture*

Art. 27. § 1^{er}. Chaque année, le Gouvernement organise l'analyse du Réseau public de la Lecture dans un cadre global d'évaluation du Service public de la Lecture tel que défini à l'article 2. Il dépose les conclusions de celle-ci auprès du Conseil des Bibliothèques

§ 2. L'évaluation des missions remplies par les opérateurs qui oeuvrent au développement du Service public de la Lecture se réalise notamment sur base de l'analyse des actions définies et réalisées par tous les plans quinquennaux de développement visés aux articles 10 et 11 et de leur évaluation telle que prévue aux articles 14 et suivants.

Le Gouvernement définit les données nécessaires à l'évaluation des missions de Service public de la Lecture ainsi que les modalités de leur communication aux services du Gouvernement. Il assure également la publication de l'évaluation.

CHAPITRE VII. — *De la constitution d'une base de données*

Art. 28. § 1^{er}. En l'absence d'un accord fixant un mode d'évaluation forfaitaire du nombre d'emprunteurs inscrits dans les bibliothèques dans le cadre de la perception du droit de rémunération pour prêt public tel que visé à l'article 63 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et de l'arrêté royal du 25 avril 2004 relatif aux droits à rémunération pour prêt public des auteurs, artistes-interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des producteurs de premières fixations de films, il est constitué, par les Services du Gouvernement, une base de données centrale des emprunteurs des institutions de prêt, visées aux articles 23 et 47 de ladite loi, débiteurs de la rémunération pour prêt public et ce, aux fins de déterminer le montant exactement dû.

§ 2. Cette base de données comporte :

- 1^o la dénomination et l'adresse des bibliothèques visées comme « institutions de prêt » par l'arrêté royal du 25 avril 2004 dénommées « opérateurs directs » dans le présent décret;
- 2^o l'adresse de la Médiathèque de la Communauté française de Belgique, association sans but lucratif, visée comme « institution de prêt » par l'arrêté royal du 25 avril 2004;
- 3^o le nom, l'adresse et la date de naissance de l'emprunteur qui a réalisé au moins un emprunt durant la période de référence dans ces établissements;
- 4^o la date de paiement de la rémunération pour prêt public par l'emprunteur.

§ 3. Afin de réaliser l'objectif décrit au paragraphe 1^{er}, les institutions de prêt transmettent, une fois par an, à la Communauté française, les données décrites au paragraphe 2.

§ 4. Le Gouvernement arrête les modalités pratiques d'élaboration du document ainsi que son mode de transmission.

Le fichier est géré par le responsable de traitement de données à caractère personnel désigné à cette fin au sein des services du Gouvernement.

Les données sont conservées pendant cinq ans.

§ 5. La consultation des données transmises par les opérateurs directs et par la Médiathèque de la Communauté française de Belgique à la Communauté française s'effectue par la société de gestion des droits telle que définie à l'article 2 de l'arrêté royal du 25 avril 2004 uniquement à une date et selon une procédure déterminées par le Gouvernement.

Toute mission de sous-traitance, dans le chef de la société de gestion des droits, ne peut se faire que de l'accord et sur instructions de la Communauté française en concertation avec le responsable du traitement des données désigné à cet effet au sein des services du Gouvernement.

§ 6. Le Gouvernement arrête les modalités d'application des présentes dispositions.

CHAPITRE VIII. — *De l'évaluation du décret*

Art. 29. § 1^{er}. Le Gouvernement procède à une évaluation du présent décret et de son application au plus tard dans les six ans à dater de son entrée en vigueur et ensuite tous les cinq ans. Il confie cette mission à ses services.

Les modalités de cette évaluation sont arrêtées par le Gouvernement.

§ 2. Cette évaluation est communiquée au Parlement de la Communauté française dans un délai de six mois à dater de l'expiration du délai visé au paragraphe 1^{er}.

§ 3. Le Gouvernement assure la publication de cette évaluation.

CHAPITRE IX. — *Dispositions finales*

Section 1^{re}. — Dispositions modificatives

Art. 30. A l'article 1^{er}, 9^o du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française, les termes « par le décret du 28 février 1978 organisant le Service public de la Lecture en ce qu'il vise les associations et fondations de droit privé reconnues comme bibliothèques publiques et par l'arrêté du Gouvernement du 14 mars 1995 relatif à l'organisation du Service public de la Lecture en ce qu'il vise les filiales et dépôts » sont remplacés par les termes « par le décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le Réseau public de la Lecture en ce qu'il vise les associations et fondations de droit privé intégrées comme pouvoirs organisateurs dans un opérateur reconnu du Service public de la Lecture et ses arrêtés d'application ».

Art. 31. A l'article 25 du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, les termes « Dans le secteur de la lecture publique, pour les réseaux constitués de bibliothèques de droit public et de droit privé » sont remplacés par les termes « Dans le secteur du Service public de la Lecture, pour les opérateurs qui rassemblent des pouvoirs organisateurs de droit public et de droit privé »;
- 2° l'alinéa 2 est abrogé,
- 3° à l'alinéa 3, les termes « Pour les Fédérations de bibliothèques reconnues par application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 décembre 1997 relatif aux associations professionnelles de bibliothécaires et de bibliothèques » sont remplacés par les termes « pour les organisations représentatives de bibliothécaires et bibliothèques, agréées comme organisations représentatives des utilisateurs en vertu du décret du 10 avril 2003 modifié par le décret du 20 juillet 2005 relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel... ».

Art. 32. Les articles 29, 30 et 31 du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française sont supprimés.

Art. 33. A l'article 39 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 juin 2006 instituant les missions, la composition et les aspects essentiels de fonctionnement d'instances d'avis tombant dans le champ d'application du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° au point 1°, les termes « directeur d'une bibliothèque publique centrale » sont remplacés par les termes « dirigeant d'un opérateur d'appui »;
- 2° le point 2° est supprimé;
- 3° au point 3° : le terme « trois » est remplacé par le terme « quatre ».

Section II. — Dispositions transitoires

Art. 34. A titre transitoire et pour une période de cinq ans à compter de l'entrée en vigueur du présent décret, les bibliothèques, régulièrement reconnues à cette date en vertu du décret du 28 février 1978 organisant le Service public de la Lecture, continuent à bénéficier du système de subventions en vigueur à cette date.

Les pouvoirs organisateurs reconnus dans le cadre du décret du 28 février 1978 disposent d'une période de quatre ans à dater de l'entrée en vigueur du présent décret pour déposer une demande de reconnaissance en application de celui-ci. Durant ce délai, ils continuent à bénéficier des dispositions applicables en vertu du décret du 28 février 1978 et de ses arrêtés d'application pour autant qu'ils agissent dans le respect de celles-ci.

Section III. — Dispositions abrogatoires

Art. 35. Sont abrogés :

- 1° Le décret du 28 février 1978 organisant le Service public de la Lecture;
- 2° L'arrêté du Gouvernement du 14 mars 1995 relatif à l'organisation du Service public de la Lecture;
- 3° L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 1997 relatif aux bibliothèques reconnues ou agréées par la Communauté française;
- 4° L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 décembre 1997 relatif aux associations professionnelles de bibliothèques et de bibliothécaires.

CHAPITRE X. — Entrée en Vigueur

Art. 36. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 30 avril 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,
Ch. DUPONT

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,
M. TARABELLA

—
Note

(1) *Session 2008-2009 :*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 692-1. — Amendements de commission, n° 692-2. — Rapport, n° 692-3.

Comptes-rendus intégraux. — Discussion. Séance du 27 avril 2009. Adoption. Séance du 28 avril 2009.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 3713

[C — 2009/29690]

30 APRIL 2009. — Decreet betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening en de openbare bibliotheken (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen**Eerste afdeling. — Strekking*

Artikel 1. § 1. Dit decreet heeft tot doel de erkenning en de subsidiëring van de operatoren die werken ten gunste van de ontwikkeling van de leespraktijken van de bevolking in de Franse Gemeenschap.

Het strekt ertoe de toegang te begunstigen tot kennis en cultuur door de terbeschikkingstelling van documentaire en culturele hulpbronnen op alle, materiële en immateriële dragers, zowel als het veelvoudige gebruik ervan door het grootste aantal te vergemakkelijken.

§ 2. Het decreet heeft tot doel de operatoren te steunen die in een enig openbaar netwerk voor openbare lectuurvoorziening geïntegreerd zijn en die tot doel hebben :

- a) over middelen te beschikken in de verschillende vakken van kennis en cultuur,
- b) deze middelen ter beschikking te stellen van de bevolking,
- c) de ontwikkeling en de promotie van :
 - bemiddelingsacties tussen deze hulpbronnen en de bevolking;
 - ontmoetingen, uitwisselingen, in welke vorm ook, met als doel de integratie van individuele leespraktijken in collectieve praktijken, die ontspanning, vermaak alsook communicatie en creativiteit en de deelneming aan het culturele leven bevorderen.

§ 3. Het doel van het decreet wordt bewerkstelligd met de steun van vijfjarige ontwikkelingsprogramma's waarvan de uitslag zowel de bevolking als de verenigingen en de instituties beogen.

§ 4. De aanpak van de operatoren van de Openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening bedoeld bij het decreet kadert in een vooruitzicht van permanente opvoeding en culturele en maatschappelijke emancipatie waarop iedereen aanspraak moet kunnen maken, zij het individueel of collectief.

Afdeling II. — Definities

Art. 2. In de zin van dit decreet dient verstaan te worden onder :

- 1° « Regering » : de Regering van de Franse Gemeenschap;
- 2° « Openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening » : de openbare dienst die functioneel is voor alle opdrachten verwezenlijkt door de operatoren van het Openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening, en hun partners. Deze opdrachten dragen bij tot het vergemakkelijken van de toegang tot kennis en cultuur, de rechtstreekse of onrechtstreekse ontwikkeling van de leesvaardigheden en -praktijken van de bevolking, met als perspectief de permanente opvoeding, het burgerschap, de voortgezette opleiding, het informeren en de ontplooiing en dit, overeenkomstig artikel 1;
- 3° « Openbaar netwerk voor openbare lectuurvoorziening » : gestructureerd en samenhangend geheel van de operatoren van de Openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening erkend krachtens het decreet en die samenwerken voor de ontwikkeling van de Openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening; het Openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening is een geheel van relaties, uitwisselingen en overlegacties tussen de verschillende operatoren;
- 4° « Operator van de Openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening » : element van het Openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening en dat erkend is door de Franse Gemeenschap overeenkomstig de bepalingen van het decreet en van de besluiten genomen ter uitvoering van dat decreet;
- 5° « Rechtstreekse operator » : operator van het Openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening die diensten presteert ten gunste van de bevolking; hij kan samengesteld worden uit één of meerdere inrichtende machten. De rechtstreekse operatoren zijn :
 - ofwel een « plaatselijke bibliotheek ». Deze oefent haar activiteiten uit op een bepaald grondgebied ten gunste van de bevolking. Ze beschikt over één of meer vrij toegankelijke bibliotheken of infrastructuren bestemd zowel voor het lenen en de raadpleging van documenten, op alle materiële en immateriële dragers, volgens de bestaande normen, als voor animatieactiviteiten;
 - ofwel een « reizende bibliotheek ». Deze oefent haar activiteiten uit via infrastructuren die reizen over een beperkt grondgebied en ontwikkelt haar activiteit in verband met de andere rechtstreekse operatoren waarvan ze in gemeen de bevolking ten dienste staan.
 - ofwel een « bijzondere bibliotheek ». Deze oefent haar activiteiten uit ten gunste van personen die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap ressorteren en die verhinderd zijn deel te nemen aan de diensten opgericht door de andere rechtstreekse operatoren of het als gevolg van een lichamelijke handicap of vermindering is. Ze richt daartoe specifieke stelsels in en wordt niet beperkt tot een welbepaald grondgebied met uitzondering van hetgeen waarvoor de Franse Gemeenschap bevoegd is.
- 6° « Steunoperator » : operator van het Openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening die zijn dienst voorstelt aan de rechtstreekse operatoren. De steunoperator oefent zijn activiteiten uit ten gunste van de erkende rechtstreekse operatoren en van het geheel van het Openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening. Hij is een tweedelijns operator om, buiten elke plaatsvervangende, de rechtstreekse operatoren bij te staan bij het verwezenlijken van hun opdrachten. Hij helpt de inrichtende machten van de bibliotheken die een erkenning als rechtstreekse operator wensen te bekomen krachtens dit decreet.

- 7° « Erkende representatieve organisatie van bibliothecarissen en bibliotheken » : structuur waarin profs en elementen van het Openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening bij elkaar gebracht worden, met als doel de collectieve ontwikkeling van hun actievermogen om de opdrachten van de Openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening te verwezenlijken;
- 8° « Grondgebied » :
- a) voor rechtstreekse operatoren, met uitzondering van de bijzondere bibliotheken : een gemeente of een geheel van dicht bij elkaar liggende gemeenten en die een samenhangend geheel vormen waarop de operatoren hun opdrachten als Openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening beslissen te verwezenlijken ofwel op hun eentje ofwel door de vereniging van meerdere rechtstreekse operatoren, voor de verwezenlijking van eenzelfde ontwikkelingsprogramma;
 - b) voor steunoperatoren : ofwel een provincie, ofwel het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, ofwel nog het geheel van de Franse Gemeenschap;
- 9° « Bibliotheken » : dienst voor de toegang tot de hulpbronnen en de middelen uitgelegd bij artikel 1 die bestemd zijn voor de bevolking of de operatoren van de Openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening en die de verwezenlijking van het vijfjarige ontwikkelingsprogramma toelaten van de operator;
- 10° « Inrichtende macht » : de overheid, de vereniging van overheden, de verenigingen zonder winst oogmerk en de privaatrechtelijke stichtingen die op hun eentje of gezamenlijk meewerken aan de verwezenlijking van de opdrachten van de Openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening door het beheer van één of meerdere bibliotheken of één of meer steundiensten;
- 11° « Vijfjarig ontwikkelingsplan » : actieprogramma voor een minimale duur van vijf jaar uitgewerkt met als doel de verwezenlijking van de strekking van het decreet;
- 12° « Permanente opvoeding » : elke aanpak die tot doel de kritische ontleding heeft van de maatschappij, de stimulering van democratische en collectieve initiatieven, de ontwikkeling van het actieve burgerschap en de uitoefening van de sociale, culturele, milieu- en economische rechten met als perspectief de individuele en collectieve emancipatie van het publiek door voorrang te verlenen aan de actieve deelneming van het beoogde publiek en de culturele uitdrukking;
- 13° « Leespraktijken » : elke leesvorm op alle dragers betreffende verscheidene types van geschriften of documenten zoals, onder andere, fictie- en niet-fictieboeken, tijdschriften, kranten, email-zendingen, webpagina's, blogs, fora, cd's, dvd's, e-books of webboeken, spelen en die de lezers toelaten uitwisselingspraktijken met anderen te ontwikkelen om de zin van een inhoud opnieuw te ontdekken;
- 14° « Deelname aan het culturele leven » : effectieve mogelijkheid gegarandeerd voor allen, groepen of individu's, om zich in alle vrijheid uit te spreken, te communiceren, te handelen, te creëren, met als doel de eigen ontplooiing, een harmonievol leven en de culturele vooruitgang van de maatschappij;
- 15° « Bibliotheconomische normen » : geheel van regels volgens welke de operatoren van het Openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening de documenten behandelen en organiseren die ze ter beschikking stellen van het publiek en die, door hun samenhang en uniformering, ertoe leiden uitwisselingen van gelijkaardige gegevens en informaticagegevens mogelijk te maken, van interfaces tussen catalogussen, van raadplegingen op afstand;
- 16° « Taalvaardigheden » : vaardigheid tot begrip op het horen, tot mondelinge uitdrukking, tot lectuur en tot productie van geschreven taal;
- 17° « Hulpbronnen » : de documenten die geacht worden als gehelen van dragers met informatie of culturele werken en van gegevens opgenomen op deze in een in het algemeen permanente vorm die door de mens of door een machine gelezen kunnen worden; de spelen worden daarmee ook bedoeld;
- 18° « Drager » : materieel stelsel of milieu waarin en waarop de informatie opgenomen, overgezonden, behouden, of terugbezorgd wordt in conventionele fysieke vorm of in een vorm die beantwoordt aan de behandeling ervan door automatische middelen.

HOOFDSTUK II. — *Openbaar netwerk voor openbare lectuurvoorziening*

Eerste afdeling. — Operatoren van het Openbaar netwerk voor openbare lectuurvoorziening

Art. 3. De operatoren die erkend zijn krachtens dit decreet vormen collectief een Openbaar netwerk voor openbare lectuurvoorziening.

De rechtstreekse operatoren verwezenlijken opdracht rechtstreeks ten gunste van de bevolking.

De steunoperatoren verwezenlijken opdrachten ten gunste van de rechtstreekse operatoren en van het geheel van het Openbaar netwerk voor openbare lectuurvoorziening.

Art. 4. De rechtstreekse operatoren worden ofwel als plaatselijke bibliotheek ofwel als reizende bibliotheek ofwel als bijzondere bibliotheek samengesteld.

Wanneer meerdere inrichtende machten de activiteit van een plaatselijke bibliotheek inrichten over eenzelfde grondgebied, worden ze samen beschouwd als een rechtstreekse operator. De nadere regels voor de samenwerking en de werking van de inrichtende machten worden bepaald in een overeenkomst gesloten tussen hen met inachtneming van dit decreet. De Regering stipuleert de elementen die, minimum, erin opgenomen moeten worden om voor de goede werking van het Openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening te zorgen.

Art. 5. § 1. De steunoperatoren zijn ofwel erkende en gesubsidieerde operatoren, ofwel diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap opgericht volgens de nadere regels bepaald door de Regering.

§ 2. Met uitzondering van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, wordt een enkele steunoperator erkend en gesubsidieerd per provincie en er wordt een enkele erkend voor het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest.

§ 3. De steunoperatoren sluiten onderlinge partnerschappen via overeenkomsten om acties mogelijk te maken die nuttig zijn voor de organisatie van het Openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening in de Franse Gemeenschap. Ze gebruiken in gemeen de middelen die voor hun geïntegreerde werking zorgen.

Art. 6. De Regering bepaalt de nadere regels voor de goede werking van het Openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening.

Afdeling II. — Criteria voor de inrichting van de operatoren onderling en voor de werking binnen het Openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening

Art. 7. § 1. Met als doel de ontwikkeling van de opdrachten van de Openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening, worden de operatoren van de Openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening in een Openbaar netwerk voor openbare lectuurvoorziening geïntegreerd dat de hele Franse Gemeenschap bestrijkt.

Het Openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening wordt samengesteld uit operatoren die hun actie uitoefenen over een bepaald grondgebied dat :

- 1° ofwel plaatselijk (gemeentelijk of supra-gemeentelijk);
- 2° ofwel provinciaal of gewestelijk voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- 3° ofwel gemeenschappelijk omdat het geheel van het grondgebied bestrijkt waarvoor de Franse Gemeenschap bevoegd is.

§ 2. Het Openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening richt elk nuttig geacht partnerschap met de internationale instellingen die zijn actie kunnen verstevigen of die de verwezenlijking van zijn opdrachten binnen een internationaal kader kunnen integreren.

Art. 8. § 1. De Regering bepaalt de criteria voor de inrichting en de werking van het Openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening met inachtneming van de volgende beginsels :

- 1° het uitwisselen van praktijken en uitslagen;
- 2° de aanwending van normen, waaronder bibliotheconomische normen, en regels voor de uitwisseling van gegevens;
- 3° het uitwisselen en de gedeelde productie van het beheer van documentaire hulpbronnen met inbegrip van catalogussen;
- 4° het gemeenschappelijke gebruik van hulpbronnen inzake bemiddeling en animatie;
- 5° de noodzakelijke wederzijdse samenwerking tussen de rechtstreekse operatoren en de steunoperatoren.

§ 2. De Regering belast zijn diensten met de organisatie van de werking van het Openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening en de uitwisseling van hulpbronnen.

Daartoe organiseren deze diensten de regelmatige ontmoeting van de verscheidene steunoperatoren, de creatie van platformen onder hen en de uitwisseling van vijfjarige ontwikkelingsplannen ondersteund door de operatoren van de Openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening.

Afdeling III. — Uitwerking van een vijfjarig ontwikkelingsplan

Art. 9. Met het oog op de verwezenlijking van de opdrachten bepaald bij artikel 1, integreren de operatoren van het Openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening het geheel van hun actie in het kader van een vijfjarig ontwikkelingsplan.

Art. 10. § 1. Het vijfjarige ontwikkelingsplan van de rechtstreekse operatoren bedoeld bij artikel 4 voorziet minimum in :

- 1° een beschrijving van de algemene actiedoelstellingen van de operator op korte, middellange en lange termijn in functie van de problematische aanpakken vooropgesteld na de ontleding van de sociale werkelijkheid van het betrokken grondgebied;
- 2° een beschrijving van de doelstellingen voor een periode van vijf jaar met inbegrip van :
 - de nagestreefde verwezenlijkingen van de operator;
 - de nagestreefde activiteitsniveaus;
 - de actualiseringmode van het plan tijdens de ontwikkeling ervan;
- 3° een definitie van de doelbevolking;
- 4° een definitie van de voorgenomen veranderingen in woorden van vooruitgang van de leespraktijken van de bedoelde bevolking;
- 5° een definitie van de bemiddelingsprogramma's die de operator wenst te verwezenlijken opdat de bedoelde bevolkingen toegang zouden krijgen tot de documentaire en culturele hulpbronnen en waarin in het bijzonder ook opgenomen zijn :
 - een definitie van de pedagogische hulpbronnen en van de animatieprogramma's die tot doel hebben de geschreven taalvaardigheden te bezigen en te ontwikkelen;
 - de programma's die de bevolking en de verenigingsacteurs in staat stellen met de steun van het aan gepaste personeel documentaire onderzoeksactiviteiten te leiden en zodanig kritische ontledingen van de beschikbare documenten en bronnen te verwezenlijken met als perspectief het verwerven van kennis, documentaire of culturele productie;
 - de ontwikkeling van elke actie ertoe strekkend ongeletterdheid te bestrijden;
- 6° de aangewende middelen, waaronder :
 - de organisatie ter bestemming van de bevolking van diensten om documentaire hulpbronnen aan te bieden in verband met kennis en cultuur;
 - het materieel dat toegang verleent tot digitale hulpbronnen;
 - de pedagogische hulpbronnen die noodzakelijk zijn voor de verwezenlijking van het vijfjarige ontwikkelingsplan;
 - de menselijke, financiële, infrastructuur-, documentaire hulpbronnen daartoe bijeengebracht;
- 7° de definitie van de actiemethodologie en het programmeren ervan in de tijd;
- 8° het doel en de evaluatiemethodologie die gepaard gaat met het vijfjarigenplan zoals bepaald bij de artikelen 14 en 15.

§ 2. Met als doel de samenhang van het culturele beleid op een bepaald grondgebied, integreren de rechtstreekse operatoren die werkzaam zijn op dat grondgebied hun respectieve ontwikkelingsplannen in één enkel vijfjarig ontwikkelingsplan en dit, wat ook het aantal betrokken rechtstreekse operatoren is. Dat ontwikkelingsplan is meer in woorden van actiedoelstellingen en middelen dan de eenvoudige optelling van de respectieve actieplannen van de rechtstreekse operatoren.

§ 3. Bovendien impliceert het plan een overleg tussen verschillende erkende instellingen in het kader van het culturele beleid van de Franse Gemeenschap omtrent de inzet van het gemeentelijke of supra-gemeentelijke culturele beleid van het grondgebied waarop de actie ontwikkeld wordt. Ook neemt het in overweging de acties van erkende instellingen of instellingen die actief zijn in het kader van de wets- en reglementaire bepalingen betreffende de maatschappelijke inschakeling, de alfabetisering en de voortgezette opleiding.

De acties geleid door de onderwijsinrichtingen ontwikkelen zich overeenkomstig de doelstellingen bepaald bij artikel 3 van het decreet van 24 maart 2006 betreffende het instellen, bevorderen en versterken van samenwerkingsverbanden tussen Cultuur en Onderwijs.

Partnerschapsovereenkomsten kunnen gesloten worden met de instellingen bedoeld bij het eerste en het tweede lid. De inhoud en de nadere regels voor deze maken deel uit van het vijfjarige ontwikkelingsplan.

§ 4. Wanneer meerdere bibliotheken ingericht door verschillende inrichtende machten een operator van de Openbare Dienst voor openbare lectuurvoorziening samenstellen, dient de overeenkomst die de relaties tussen de doelstellingen van hun actie en de middelen ervoor bepaalt, noodzakelijk deel uit te maken van het vijfjarige ontwikkelingsplan van het betrokken grondgebied.

Art. 11. Het vijfjarige ontwikkelingsplan van de steunoperatoren bedoeld bij artikel 5 heeft prioritair betrekking op ofwel een provincie, ofwel het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, ofwel nog het geheel van de Franse Gemeenschap. Het bepaalt de inzet, de doelstellingen en de middelen bestemd door de steunoperator van de ontwikkeling van de acties van de rechtstreekse operatoren van het betrokken grondgebied alsook de verwezenlijking van hun coördinatie.

Het vijfjarige ontwikkelingsplan voorziet minimum in :

- 1° een beschrijving van de algemene actiedoelstellingen van de steunoperator op korte, middellange en lange termijn in functie van de problematische aanpakken vooropgesteld na de ontleding van de sociale werkelijkheid van het Openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening;
- 2° een beschrijving van de doelstellingen voor een periode van vijf jaar met inbegrip van :
 - de nagestreefde verwezenlijkingen van de operator;
 - de actualiseringmode van het plan tijdens de ontwikkeling ervan;

Onder deze verwezenlijkingen bepaalt minimum de steunoperator zijn doelstellingen in verband met :

- 1° de ontwikkeling van gegevensbanken, waaronder de collectieve catalogussen van documentaire hulpbronnen die ter beschikking worden gesteld van de bevolking in de rechtstreekse diensten, hun onderhoud en hun bijstelling;
 - 2° de gewaarborgde toegang tot deze gegevensbanken toegekend aan de operatoren bedoeld bij artikel 4 alsook aan de gebruikers van de Openbare Dienst voor openbare lectuurvoorziening;
 - 3° de vernetwerking via collectieve catalogussen ontwikkeld buiten het Openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening;
 - 4° het gemeenschappelijk gebruik van documentaire hulpbronnen volgens gedeelde procedures, of voor hun verspreiding of voor hun bewaring;
 - 5° de creatie van partnerschappen op basis van de bevoegdheden van de verschillende rechtstreekse operatoren bedoeld bij artikel 4;
 - 6° de steun aan de vijfjarige ontwikkelingsplannen van de rechtstreekse operatoren bedoeld bij artikel 10 en de promotie van de doelstellingen en acties waarbij ze betrokken worden;
 - 7° de gemeenschappelijke organisatie van de productie van elk andere dienst die de actie vergemakkelijken van de operatoren van de Openbare Dienst voor openbare lectuurvoorziening, inzonderheid inzake middelen, actiepedagogie, bemiddeling en resultatenevaluatie van de actie;
- 3° een definitie van de operatoren bedoeld in het Openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening en van de partnerschappen ingesteld met andere operatoren.

Het vijfjarige ontwikkelingsplan bevat, onder andere, een samenwerking met en tussen de volgende operatoren en instellingen :

- 1° de rechtstreekse operatoren van de Openbare Dienst voor openbare lectuurvoorziening van hun grondgebied;
- 2° de operatoren erkend in het kader van het culturele beleid van de Franse Gemeenschap;
- 3° de instellingen erkend of actief in het kader van de wets- en reglementaire bepalingen betreffende de maatschappelijke inschakeling, de alfabetisering en de voortgezette opleiding;
- 4° de onderwijsinrichtingen om de rechtstreekse operatoren bij te staan bij het opstellen van actieprojecten overeenkomstig de doelstellingen bepaald bij artikel 3 van het decreet van 24 maart 2006 betreffende het instellen, bevorderen en versterken van samenwerkingsverbanden tussen Cultuur en Onderwijs.
- 4° een definitie van de voorgenomen wijzigingen inzake vooruitgang van de diensten aangeboden door de rechtstreekse operatoren van het betrokken grondgebied;
- 5° de bestemde middelen, waaronder :
 - de menselijke, financiële, infrastructuur- documentaire hulpbronnen daartoe bijeengebracht;
 - de pedagogische hulpbronnen die noodzakelijk zijn voor de verwezenlijking van het vijfjarige ontwikkelingsplan;
- 6° de definitie van de actiemethodologie en het programmeren ervan in de tijd;
- 7° het doel en de evaluatiemethodologie die gepaard gaat met het vijfjarige ontwikkelingsplan zoals bepaald bij de artikelen 14 en 15.

HOOFDSTUK III. — *De erkenning van de operatoren van de Openbare Dienst voor openbare lectuurvoorziening**Eerste afdeling. — Erkenningsvoorwaarden*

Art. 12. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Regering de operatoren die het aanvragen en die aan de hierna bedoelde voorwaarden voldoen, erkennen.

Om erkend te worden en de erkenning te blijven genieten, moeten de operatoren van de Openbare Dienst voor openbare lectuurvoorziening aan de volgende voorwaarden voldoen :

- 1° in de vormen bepaald door de Regering, een vijfjarig ontwikkelingsplan uitwerken dat overeenkomt met de doelstellingen beschreven bij artikel 1;
- 2° gedurende een jaar, voor de indiening van de aanvraag om erkenning, activiteiten te hebben uitgevoerd in overeenstemming met deze vereist door het decreet voor het verkrijgen van de erkenning;
- 3° Permanent en in voldoende aantal over personeel beschikken bevoegd voor de verwezenlijking van het vijfjarige ontwikkelingsplan op een grondgebied ten gunste van de te bedienen bevolking of in het kader van hun steunopdrachten;
- 4° over lokalen, infrastructuren en uitrusting beschikken die de verwezenlijking van het vijfjarige ontwikkelingsplan toelaten;
- 5° over verschillend materieel en meubilair beschikken voor de doeltreffende verwezenlijking van de activiteiten;
- 6° over collecties, documenten op verschillende materiële en immateriële dragers bestemd voor het uitlenen, de raadpleging of elk ander gebruik, beschikken, die regelmatig door vermeerderingen of verminderingen bijgewerkt worden. Bovendien dienen deze collecties en documenten :
 - kwantitatief en kwalitatief relevant zijn in verband met de te bedienen bevolking;
 - de hedendaggse socio-culturele behoeften weerspiegelen die inherent zijn aan de publieke aard van de instelling;
- 7° in zijn eigen milieu een raad voor de ontwikkeling van de openbare lectuurvoorziening organiseren waarvan de samenstelling, die in functie van de verscheidene types van operatoren van de Openbare Dienst voor openbare lectuurvoorziening verandert, door de Regering wordt bepaald. Overeenkomstig het doel van dit decreet zorgt de raad voor de ontwikkeling van de openbare lectuurvoorziening voor de noodzakelijke synergie met andere operatoren. Deze raad kan onder andere voortkomen uit de culturele raad van het Cultureel centrum, zoals bepaald bij artikel 6, 5° van het decreet van 28 juli 1992 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de culturele centra, die hetzelfde gebied bestrijkt als de betrokken operator;
- 8° deelnemen aan het evaluatieproces van de Openbare Dienst voor openbare lectuurvoorziening zoals bedoeld bij hoofdstuk VI;
- 9° alle nuttige informatie verzenden aan de diensten van het Algemeen bestuur voor Cultuur om hun, onder andere, toe te laten de noodzakelijke adviezen uit te brengen in de procedures voor de erkenning, voor intrekking van de subsidies, voor de evaluatie en controle.

De Regering bepaalt de nadere praktische regels voor de uitvoering van deze bepaling.

Afdeling II. — De erkenningsprocedure

Art. 13. De Regering bepaalt de erkenningsprocedure met inachtneming van de volgende beginsels :

- 1° de operator dient een aanvraag om erkenning in volgens de bepaalde nadere regels;
- 2° De Regering vraagt het advies van de Raad voor de Openbare bibliotheken en het advies van de Algemene inspectiedienst voor cultuur aan om deze aanvraag te onderzoeken. Wanneer het advies van de Raad voor de Openbare bibliotheken niet binnen de door de Regering voorgeschreven termijn wordt verleend, wordt het beschouwd als zijnde positief;
- 3° De erkenningsprocedure voorziet minstens in :
 - a) de mogelijkheid voor de operatoren om een beroep in te stellen tegen een beslissing tot weigering van de erkenning, alsook de vormen en de termijnen ervan;
 - b) de adviesbevoegdheid van de Raad van de Openbare bibliotheken inzake beroep;
 - c) de mogelijkheid voor de operator om zijn argumenten te laten gelden gedurende een beroepszitting;
 - d) de beroepsprocedure.

De Regering, zorgt, door middel van haar diensten, voor de jaarlijkse publicatie van een verslag met betrekking tot de aanvragen om erkenning, de datums voor de indiening van deze, de uitgebrachte adviezen en de genomen beslissingen.

*Afdeling III. — Behoud van de erkenning**Eerste onderafdeling. — Evaluatie van het vijfjarenplan*

Art. 14. § 1. De evaluatie van het vijfjarenplan vindt plaats op het einde van het vierde jaar van de uitvoering van het plan maar ook tijdens de uitvoering ervan overeenkomstig de artikelen 10 en 11. In dat geval, wordt ze als « voortgezet » geacht en maakt deel uit van het proces ingesteld door iedere operator om het vijfjarige ontwikkelingsplan te begeleiden en de wijzigingen die erin vervat zijn, om de beslissingen inzake beheer van dit plan een oriëntatie te verlenen en de resultaten en impact ervan te evalueren.

§ 2. De Algemene inspectiedienst voor Cultuur werkt samen aan het proces van voortgezette evaluatie ingericht door de erkende operatoren, met als doel hen bij te staan bij de inschakeling van hun actie in de ontwikkeling van het Openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening, bij de gezamenlijke controle van de verwezenlijking van het vijfjarige ontwikkelingsplan.

Hij valideert de geldigheid van het evaluatiestelsel van iedere operator in het licht van de hulpverlening aan de beslissing en het beheer van de actie zoals gepland in het vijfjarige ontwikkelingsplan.

§ 3. De Regering bepaalt de nadere regels voor de samenwerking tussen de operatoren en de Algemene inspectiedienst voor Cultuur. Deze samenwerking moet de Regering in staat stellen om de werkelijkheid van de actiespillen te bepalen van de Openbare Dienst voor openbare lectuurvoorziening bedoeld bij artikel 27 en de manier waarop de doelstellingen van dit decreet verwezenlijkt worden.

Art. 15. De Regering bepaalt de evaluatieprocedure met inachtneming van de volgende regels :

- a) de voortgezette evaluatie van het vijfjarige ontwikkelingsplan wordt door de operator verwezenlijkt overeenkomstig de artikelen 10 en 11 in overleg met De Algemene inspectiedienst voor Cultuur; de operator zendt deze aan de andere diensten van de Regering over volgens de periodiciteit bepaald in het vijfjarige ontwikkelingsplan;

Hetzelfde is geldig op het einde van de uitvoering van het ontwikkelingsplan : de operator zendt aan de diensten van de Regering een algemeen uitvoeringsverslag en het vijfjarige ontwikkelingsplan dat hij voor de volgende periode heeft opgemaakt;
- b) in het kader van de voortgezette evaluatie, indien bij een verwezenlijkingfase van deze, de evaluatie tot de conclusie komt dat de geplande doelstellingen niet meer door de operator in acht worden genomen, wordt de inhoud van de evaluatie overgezonden aan de Raad voor Openbare bibliotheken. De Algemene inspectiedienst voor Cultuur voegt een advies erbij. Eenmaal de Raad werd verhoord, passen de diensten van de Regering de procedure toe bedoeld bij hoofdstuk V.
- c) op het einde van elke vijfjarige periode, maakt het behoud van de erkenning het voorwerp van een beslissing van de Regering uit steunend op de evaluatie gedaan op het einde van de periode en op de adviezen van de Raad van de Openbare bibliotheken en van de Algemene inspectiedienst voor Cultuur;
- d) het advies van de Algemene inspectiedienst voor Cultuur en het advies van de Raad van de Openbare bibliotheken worden aan de betrokken operator overgezonden;
- e) de adviezen van de Algemene inspectiedienst voor Cultuur en het advies van de Raad van de Openbare bibliotheken worden om beslissing aan de Regering overgezonden;
- f) de procedure bedoeld bij hoofdstuk V is van toepassing in geval van negatieve beslissing op het einde van de vijftienperiode.

Onderafdeling II. — Het toezicht

Art. 16. § 1. Om de inachtneming van de bepalingen van het decreet door de operatoren te controleren, richten deze laatste ieder jaar aan de diensten van de Regering een activiteitenverslag toe alsook een boekhoudkundig verslag bestaande uit de resultatenrekeningen alsook, voor de privaatrechtelijke bibliotheken, balansrekeningen.

Indien de operator meerdere inrichtende machten bevat, vermeldt het boekhoudkundige verslag de rekeningen van elke inrichtende macht en een resultatenrekening waarin de rekeningen van de verschillende inrichtende machten opgenomen worden.

§ 2. De Regering bepaalt de procedure met inachtneming van de volgende beginsels :

- a) op het einde van ieder kalenderjaar controleert de Algemene dienst die bevoegd is voor de Openbare Dienst voor openbare lectuurvoorziening de aanwending van de subsidies toegekend aan de operator en de conformiteit ervan met het decreet. Indien uit de controle blijkt dat de operator de voorwaarden van dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten niet in acht neemt, wordt door het bestuur deze vaststelling om advies aan de Raad van Openbare bibliotheken voorgelegd;
- b) de procedure bedoeld bij de artikelen 24 en volgende is van toepassing zodra vastgesteld wordt dat de operator de bepalingen van het decreet niet in acht neemt op het einde van het toezicht uitgeoefend na ieder kalenderjaar.

§ 3. De Regering bepaalt de vorm en de inhoud van deze documenten alsook de termijn waarbinnen dewelke ze om elk doeleind aan de betrokken diensten overgezonden moeten worden.

HOOFDSTUK IV. — Voorwaarden voor de subsidiëring

Art. 17. § 1. De Franse Gemeenschap, de provincies, de Franse Gemeenschapscommissie en de gemeenten dragen financieel bij tot de actie van de erkende operatoren van de Openbare Dienst voor openbare lectuurvoorziening.

§ 2. Om ervoor te zorgen dat de operator de documentaire hulpbronnen ter beschikking van de bevolking zou kunnen stellen die nodig zijn voor de verwezenlijking van het vijfjarige ontwikkelingsplan, bedraagt de tegemoetkoming van de gemeenten of gemeentenverenigingen minimum de last van de jaarlijkse toename van de documentaire hulpbronnen op materiële dragers zoals bepaald in het vijfjarige ontwikkelingsplan zowel voor zichzelf of voor de privaatrechtelijke inrichtende machten, als via overdrachtssubsidies of door de directe aankoop van deze.

§ 3. De provincies en de Franse Gemeenschapscommissie nemen deel in de werkingskosten van de operatoren op basis van een subsidie die evenredig is met het aantal permanente leden die door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd worden. Wanneer meerdere inrichtende machten één operator vormen, wordt het bedrag over hen verdeeld volgens de overeenkomst inbegrepen in het vijfjarige ontwikkelingsplan.

§ 4. In geval het om een rechtstreekse operator gaat die samengesteld is uit meerdere bibliotheken beheerd door inrichtende machten die van ze verschillen, kunnen de gemeenten en de gemeentenverenigingen een geldelijke of technische hulp verlenen aan de bibliotheken ingericht door deze andere inrichtende machten, hulp die conventioneel bepaald kan worden met de inrichtende machten van de bibliotheken waaruit de operator bestaat.

Art. 18. Binnen de perken van de begrotingskredieten die beschikbaar zijn, kent de Regering van de Franse Gemeenschap aan elke rechtstreekse operator of aan elke steunoperator erkend krachtens dit decreet :

- 1° forfaitaire subsidies als tegemoetkoming in de bezoldiging van de permanente leden van de inrichtende machten van de erkende operatoren van de Openbare dienst voor Openbare lectuurvoorziening.

Het aantal permanente personeelsleden wordt gebaseerd op de cijfers van de bevolking van rechtswege van het door de operator gedekte grondgebied, op de oppervlakte van het grondgebied gedekt door de operator of forfaitair.

- a) Voor de plaatselijke rechtstreekse operatoren wordt het aantal permanente personeelsleden als volgt vastgesteld :

Aantal inwoners	Aantal permanente personeelsleden
Minder dan 15.000	1,5
Van 15.000 tot 25.000	3
Van 25.000 tot 35.000	5
Van 35.000 tot 50.000	6
Van 50.000 tot 80.000	10
Van 80.000 tot 110.000	13
Van 110.000 tot 140.000	16
Van 140.000 tot 170.000	19
170.000 en meer	25

In elke provincie en in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kunnen subsidies als tegemoetkoming in de bezoldiging van de permanente personeelsleden toegekend worden aan plaatselijke bibliotheken die de bewaring van een encyclopedische collectie willen bieden en garanderen, die beschikbaar zou zijn voor de rechtstreekse operatoren en de gebruikers van de Openbare dienst voor Openbare lectuurvoorziening van een groter grondgebied dan dat toegekend door hun erkenning.

Het aantal permanente personeelsleden wordt berekend volgens de werkelijke bevolkingscijfers van elke provincie en de bevolkingscijfers van de prioritaire werkzones zoals bepaald door het Centrum voor gelijkheid van kansen en racismebestrijding.

Dat aantal wordt als volgt verdeeld :

Grondgebied	Aantal permanente personeelsleden
Provincie Waals-Brabant	7
Brussels Hoofdstedelijk Gewest	33
Provincie Henegouwen	35
Provincie Luik	29
Provincie Luxemburg	4
Provincie Namen	11

De subsidies bedoeld in het 3e lid kunnen aan rechtstreekse operatoren toegekend worden na een verdeling gemaakt met de steunoperator van de betrokken provincie of het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en door hem voorgesteld.

- b) Voor de rechtstreekse operatoren - reizende bibliotheken, wordt het aantal permanente personeelsleden volgens twee cumuleerbare criteria als volgt vastgesteld :

Bevoegdheidsgrondgebied	Aantal permanente personeelsleden
van 1 200 km tot 3 700 km	2
van 3 700 km tot 4 400 km	4
meer dan 4400 km	6

Aantal inwoners	Aantal permanente personeelsleden
van 200.000 tot 500.000	2
van 500.000 tot 1.000.000	4
1.000.000 en meer	6

- c) Voor de rechtstreekse operatoren - bijzondere bibliotheken, wordt het aantal permanente personeelsleden vastgesteld op 4.

- d) Voor de steunoperatoren, wordt het aantal permanente personeelsleden als volgt vastgesteld :

Aantal inwoners van het bevoegdheidsgrondgebied	Aantal permanente personeelsleden
Minder dan 750 000	4
Van 750.000 tot 1.000.000	8

Aantal inwoners van het bevoegdheidsgrondgebied	Aantal permanente personeelsleden
1.000.000 en meer	10

Het bedrag van de subsidies toegekend als tussenkomst in de bezoldiging van de permanente personeelsleden of aan de privaatrechtelijke operatoren of de operatoren die een of meerdere privaatrechtelijke inrichtende machten verenigen, geïntegreerd in een erkende operator, wordt voor die privaatrechtelijke inrichtende machten vastgesteld overeenkomstig het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap.

Het bedrag van de subsidies toegekend als tussenkomst in de bezoldiging van de permanente personeelsleden aan de publiekrechtelijke operatoren of de operatoren die publiekrechtelijke inrichtende machten verenigen, wordt door de Regering bepaald.

- 2° de forfaitaire werkings- en activiteitensubsidies waarvan zij het bedrag vaststelt en die gebonden zijn aan de uitwerking van het vijfjarige ontwikkelingsplan. De Regering stelt de categorieën vast van de subsidies alsook de voorwaarden voor de rangschikking van de operatoren binnen die categorieën.
- a) Voor de rechtstreekse operatoren, worden de subsidiecategorieën vastgesteld in functie van :
- 1° de acties ontwikkeld door de operatoren voor het bevorderen van :
- de leespraktijken : van het individuele verbruik tot de collectieve ontwikkeling van taalvaardigheden;
 - de organisatie van de documentatie volgens :
 - de presentatievoorwaarden (lokale en inrichting);
 - de presentatie, de hernieuwing;
 - de informatie en de raad voor de toegang ervoor;
 - de relaties met de andere bestanddelen van het Openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening;
 - de toegang tot het documentaire onderzoek :
 - volgens de organisatie van de lichamelijke of virtuele toegang, de uurregelingen;
 - volgens de hulpbronnen voor individueel en collectief onderzoek ter beschikking gesteld van de bevolking;
 - volgens de integratie in het geheel van de middelen ontwikkeld door het openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening;
- 2° het type aanbod van hulpbronnen aangepast aan het vijfjarige ontwikkelingsplan voor lectuurvoorziening volgens :
- de kwaliteit, de verscheidenheid, de hoeveelheid collecties, hun hernieuwing;
 - de criteria voor de aanpassing aan de bevolking en aan het vijfjarige ontwikkelingsplan;
- 3° de integratie van het vijfjarige ontwikkelingsplan in de plaatselijke politieke culturen :
- van het onthaal tot het medebeheeren van projecten
 - van de eigen productie tot de productie in partnerschap;
- 4° de definitie van de beoogde effecten en de gewenste resultaten volgens :
- het type evaluatie en de kwaliteit van de uitgewerkte hulpbronnen
 - de actoren van de evaluatie : van de operator zelf tot een evaluatie met de partners van zijn actie.
- b) Voor de steunoperatoren worden de subsidiecategorieën vastgesteld in functie van :
- 1° de acties ontwikkeld om de coöperatie te organiseren tussen de rechtstreekse operatoren volgens :
- het aantal acties, de kwaliteit en de breedte van de acties gevoerd met de operatoren van het openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening;
 - de verwachte uitwerking van het netwerk;
- 2° de mutualisering van de diensten volgens :
- het aantal en de kwaliteit van de uitgevoerde diensten;
 - de kwaliteit van de uitwisselingen tussen de operatoren en de bestanddelen van het openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening;
 - de beoogde resultaten inzake :
 - computerdiensten;
 - animatiediensten;
 - pedagogische diensten;
 - opleiding;
 - communicatie;
 - het aantal deelnemers.
- 3° De Regering kan uitrustings- en inrichtingssubsidies toekennen met inbegrip van de subsidies betreffende de computeruitrusting van de operatoren van de Openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening;
- 4° De operatoren van het openbare netwerk voor Openbare lectuurvoorziening kunnen subsidies verkrijgen voor culturele infrastructuur voor zover de investeringen gemaakt worden door de plaatselijke collectiviteiten, krachtens het decreet van 17 juli 2002 betreffende de toekenning van toelagen aan plaatselijke overheden voor culturele infrastructuurprojecten en zijn uitvoeringsbesluit. De Regering bepaalt de voorwaarden die in acht moeten worden genomen door de motiveringsnota en de nota bedoeld in voormeld decreet en in zijn toepassingsbesluit opdat het volledige installatieprogramma in overeenstemming zou zijn met dit decreet.

Art. 19. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kunnen de representatieve organisaties van bibliothecarissen en bibliotheken erkend als representatieve organisaties van de gebruikers krachtens het decreet van 10 april 2003, gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2005 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector, een subsidie genieten als tegemoetkoming in de bezoldiging van een permanente personeelslid krachtens het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap alsook een forfaitaire werkings- en activiteitensubsidie.

§ 2. Die representatieve organisaties oefenen hun activiteiten uit ten gunste van hun leden die ofwel professionelen zijn die functioneel werkzaam zijn binnen het Openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening, ofwel inrichtende machten van het Openbare netwerk voor Openbare lectuurvoorziening.

De representatieve organisaties van bibliothecarissen en erkende bibliotheken moeten het doel nastreven om de bevoegdheden en de specifieke bekwaamheden te bevorderen van de elementen van het Openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening en van het bevoegde personeel dat werkzaam is voor opdrachten vervuld door de operatoren van het Openbare netwerk voor Openbare lectuurvoorziening erkend in het kader van het decreet door het gebruik van de volgende middelen :

- 1° door hun informatie, hun opleiding, hun documentatie te bevorderen;
- 2° door de opleidingsbanen van het personeel te integreren in de verschillende hedendaagse opdrachten erkend om leespraktijken bij gevarieerde bevolkingsgroepen van de Franse Gemeenschap te ontwikkelen;
- 3° door de informatie van hun leden betreffende de doelstellingen van dit decreet te garanderen;
- 4° door nuttige bruggen te leggen tussen de praktijken van hun leden en die van de andere beroepen uit de culturele sector of de documentaire sector.

§ 3. Om in § 1 opgenomen subsidies te genieten, dienen de representatieve organisaties van de erkende gebruikers een aanvraag om programma-overeenkomst in bij de Regeringsdiensten die een periode van vijf jaar bestrijkt, vastgesteld op basis van de werkings- en programmatiedoelstellingen bepaald bij dit decreet.

§ 4. De Regering bepaalt de voorwaarden tot uitvoering van de opdrachten van de erkende representatieve organisaties van bibliothecarissen en bibliotheken met inachtneming van de doelstellingen bedoeld in artikel 1.

Art. 20. Vanaf 1 januari van elk jaar en voor zover de algemene uitgavenbegroting vooraf aangenomen is, wordt het bedrag van de subsidies geïndexeerd door de waarde van het bedrag van de subsidie te vermenigvuldigen met het gemiddelde van de indexcijfers van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) van de laatste twee maanden van het voorlaatste jaar, gedeeld door het gemiddelde van de indexcijfers van de consumptieprijzen (gezondheidsindexcijfer) van de laatste twee maanden van het derde laatste jaar. Die indexatie kan evenwel niet hoger zijn dan de indexatie van de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap.

Art. 21. de subsidies worden toegekend voor een begrotingsjaar.

Vanaf 1 januari van elk jaar, voor zover de algemene uitgavenbegroting vooraf aangenomen is, betaalt de Regering de bedoelde subsidies in twee schijven uit :

- 1° De eerste schijf gelijk aan 85 % wordt uitbetaald voor 31 maart van hetzelfde jaar ten laatste.
- 2° Na controle van het motiverende dossier van het vorige jaar, wordt de tweede schijf, of 15 %, uitbetaald aan de erkende operatoren voor 15 december van hetzelfde jaar.

De Regering levert aan de vereniging een afrekening van de subsidies toegekend bij de uitbetaling van elke schijf.

HOOFDSTUK V. — *Intrekking van de subsidies en van de erkenning*

Art. 22. Onverminderd de bijzondere bepalingen die erop betrekking hebben, kunnen de erkenning en de subsidiëring niet ten goede komen aan rechtspersonen die behoren tot een orgaan of vereniging waarvan bij rechterlijke beslissing genomen bij kracht van gewijsde is gesteld dat deze de beginselen van de fundamentele vrijheden gewaarborgd door de Internationale verdragen en de Grondwet, maar ook de van kracht zijnde normen die de gelijkheid en de niet-discriminatie waarborgen, niet in acht nemen.

Art. 23. De bij het decreet erkende of gesubsidieerde rechtspersonen die er de voorwaarden van niet naleven, kunnen hun subsidie of hun erkenning zien ingetrokken worden.

Art. 24. De Regering bepaalt de procedure voor de intrekking van de subsidies of voor de intrekking van de erkenning en bepaalt de nadere regels voor de eventuele uitbetaling van de subsidies binnen de naleving van de volgende principes :

- 1° op basis van een advies van de Algemene Inspectiedienst voor Cultuur dat vaststelt dat de operator het decreet niet meer naleeft, delen de Regeringsdiensten per aangetekende brief een ingebrekestelling aan de operator mee die de grieven opneemt die hem worden verweten. De ingebrekestelling bepaalt of een intrekking van erkenning of een intrekking van de subsidies beoogd wordt, om de operator de mogelijkheid te bieden de bepalingen van het decreet opnieuw na te leven. De operator wordt formeel op de hoogte gebracht van de mogelijkheid die hij heeft om zijn opmerkingen schriftelijk te laten gelden;
- 2° De operator wordt op de hoogte gebracht van het feit dat hij over een termijn van dertig dagen beschikt om zijn opmerkingen schriftelijk te laten gelden. Hij kan vragen om door de Raad voor Openbare bibliotheken gehoord te worden.
- 3° Bij de ontvangst van de opmerkingen of, bij afwezigheid van opmerkingen, zodra de in 2° bedoelde termijn verstrijkt, geven de Regeringsdiensten een advies binnen een termijn van twintig dagen en stellen het behoud van de intrekking van de erkenning of van de subsidie voor.

In afwezigheid van een advies gegeven door de Regeringsdiensten binnen de in het 1e lid bedoelde termijn, wordt hij geacht gunstig te zijn voor het behoud van de erkenning.

- 4° De Regeringsdiensten delen hun advies en hun voorstel bedoeld in 3° mee aan de Raad voor Openbare bibliotheken. De Raad voor Openbare bibliotheken geeft een advies binnen een termijn van dertig dagen. Bij afwezigheid van een advies verleend binnen die termijn wordt het advies van de Raad voor Openbare bibliotheken geacht gunstig te zijn voor het voorstel van Regeringsdiensten.
- 5° De Regeringsdiensten geven de adviezen bedoeld in de punten 3° en 4° en hun voorstellen mee aan de Regering binnen een termijn van tien dagen.
- 6° De Regering neemt haar beslissing binnen een termijn van dertig dagen vanaf de ontvangst van de adviezen bedoeld in punt 5° of, bij afwezigheid van advies, vanaf de verstrijking van de termijnen bedoeld in de punten 3° en 4°.

Art. 25. Bij intrekking van de subsidies bepaalt de Regering de duur van die intrekking en de termijn toegekend aan de operator om zich naar het decreet te schikken.

Art. 26. Bij intrekking van de erkenning geniet de operator niet langer subsidies met uitzondering van de subsidies bedoeld in artikel 18, 1° teneinde de betaling van de bedragen die uit het einde van de arbeidsovereenkomsten voortvloeien die afgesloten zijn bij toepassing van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, en dit voor een duur van maximaal 6 maanden vanaf de intrekking van de erkenning.

De Franse Gemeenschap betaalt haar subsidies slechts uit voor zover door de operator het bewijs wordt geleverd dat zij bestemd worden voor de uitbetaling van de vooropzeggings of van elke andere last verschuldigd aan de werknemer krachtens de van kracht zijnde sociale reglementering en op onbetwistbare wijze.

HOOFDSTUK VI. — *Evaluatie van de Openbare dienst voor Openbare leetuurvoorziening*

Art. 27. § 1. Elk jaar organiseert de Regering het onderzoek van het openbare netwerk voor Openbare leetuurvoorziening in een globaal evaluatiekader van de openbare dienst voor Openbare leetuurvoorziening zoals bepaald bij artikel 2. Hij legt de conclusies ervan neer bij de Raad voor Bibliotheken.

§ 2. De evaluatie van de opdrachten vervuld door de operatoren die werken aan de ontwikkeling van de Openbare dienst voor Openbare leetuurvoorziening gebeurt inzonderheid op basis van het onderzoek van de acties bepaald en gevoerd door alle vijfjarige ontwikkelingsplannen bedoeld in de artikelen 10 en 11 en van hun evaluatie zoals bepaald in de artikelen 14 en volgende.

De Regering bepaalt de gegevens die nodig zijn voor de evaluatie van de opdrachten van de Openbare dienst voor Openbare leetuurvoorziening alsook de nadere regels van hun communicatie aan de Regeringsdiensten. Zij garandeert eveneens de publicatie van de evaluatie.

HOOFDSTUK VII. — *Samenstelling van een gegevensbasis*

Art. 28. § 1. Bij afwezigheid van een akkoord dat een forfaitaire evaluatiewijze vaststelt van het aantal leners ingeschreven in de bibliotheken in het kader van de inning van het recht op bezoldiging voor publieke uitlening zoals bepaald in artikel 63 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten en van het koninklijk besluit van 25 april 2004 betreffende de vergoedingsrechten voor openbare uitlening van de auteurs, vertolkende of uitvoerende kunstenaars, producenten van fonogrammen en producenten van eerste vastleggingen van films, wordt per Regeringsdienst een centrale gegevensbasis opgesteld van de leners van de uitleeninstellingen, bedoeld in de artikelen 23 en 47 van de bedoelde wet, schuldenaars van de bezoldiging voor die publieke lening en dit om het exact verschuldigde bedrag te bepalen.

§ 2. Die gegevensbasis bedraagt :

- 1° de benaming en het adres van de bibliotheken gezien als « leeninstellingen » bij het koninklijk besluit van 25 april 2004 die in dit decreet « rechtstreekse operatoren » worden genoemd;
- 2° het adres van de Mediatheek van de Franse Gemeenschap van België, vereniging zonder winstoogmerk, beschouwd als « leeninstelling » bij het koninklijk besluit van 25 april 2004;
- 3° de naam, het adres en de geboortedatum van de lener die minstens een lening gedaan heeft gedurende de referentieperiode in die instellingen;
- 4° de datum van betaling van de bezoldiging voor publieke uitlening door de lener.

§ 3. Teneinde de in paragraaf 1 bedoelde doelstelling te bereiken, delen de leeninstellingen een keer per jaar, de in paragraaf 2 beschreven gegevens aan de Franse Gemeenschap.

§ 4. De Regering bepaalt de praktische nadere regels voor de opstelling van het document alsook zijn wijze van mededeling.

Het bestand wordt beheerd door de verantwoordelijke van de behandeling van gegevens van persoonlijke aard die daartoe binnen de Regeringsdiensten wordt aangesteld.

De gegevens worden bewaard voor een periode van vijf jaar.

§ 5. De raadpleging van de gegevens meegedeeld door de rechtstreekse operatoren en door de Mediatheek van de Franse Gemeenschap van België naar de Franse Gemeenschap, gebeurt door het bedrijf van het beheer van de rechten zoals bepaald in artikel 2 van het koninklijk besluit van 25 april 2004, enkel op een datum en volgens een procedure bepaald door de Regering.

Elke opdracht van onderaانبesteding, vanwege het bedrijf voor het beheer van de rechten, kan slechts gebeuren op akkoord en volgens de instructies van de Franse Gemeenschap in overleg met de verantwoordelijke voor de behandeling van de gegevens daartoe aangesteld binnen de Regeringsdiensten.

§ 6. De Regering bepaalt de nadere regels voor de toepassing van deze bepalingen.

HOOFDSTUK VIII. — *Evaluatie van het decreet*

Art. 29. § 1. De Regering maakt een evaluatie van dit decreet en zijn toepassing ten laatste binnen de zes jaren vanaf de inwerkingtreding ervan en achteraf om de vijf jaar. Zij vertrouwt die opdracht aan haar diensten toe.

De nadere regels voor die evaluatie worden door de Regering bepaald.

§ 2. Die evaluatie wordt aan het Parlement van de Franse Gemeenschap meegedeeld binnen een termijn van zes maanden vanaf het verstrijken van de termijn bedoeld in paragraaf 1.

§ 3. De Regering zorgt voor de publicatie van die evaluatie.

HOOFDSTUK IX. — *Slotbepalingen*

Eerste Afdeling. — Wijzigingsbepalingen

Art. 30. In artikel 1, 9° van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap worden de woorden « bij het decreet van 28 februari 1978 houdende organisatie van de openbare dienst voor openbare leetuurvoorziening, dat betrekking heeft op de privaatrechtelijke verenigingen en stichtingen die als openbare bibliotheken worden erkend, en bij het decreet van 14 maart 1995 betreffende de organisatie van de openbare dienst voor openbare leetuurvoorziening, dat betrekking heeft op de filialen en depots » vervangen door de woorden « bij het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het openbare netwerk voor openbare leetuurvoorziening en de openbare bibliotheken dat de privaatrechtelijke stichtingen en inrichtingen beoogt die geïntegreerd zijn als inrichtende machten in een operator erkend door de Openbare dienst voor Openbare leetuurvoorziening en de uitvoeringsbesluiten. »

Art. 31. In artikel 25 van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het 1e lid worden de woorden « In de sector van de openbare lectuurvoorziening, wat betreft de netten samengesteld uit publiekrechtelijke en privaatrechtelijke bibliotheken » vervangen door de woorden « In de sector van de Openbare dienst voor Openbare lectuurvoorziening, voor de operatoren die de publiekrechtelijke en privaatrechtelijke inrichtende machten verenigen »;
- 2° het 2e lid wordt geschrapt;
- 3° in het 3e lid worden de woorden « Wat betreft de Verbonden van bibliotheken erkend krachtens het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 december 1997 betreffende de beroepsverenigingen van bibliothecarissen en bibliotheken » vervangen door de woorden « wat betreft de representatieve organisaties van bibliothecarissen en bibliotheken, erkend als representatieve organisaties van de gebruikers krachtens het decreet van 10 april 2003 gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2005 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector ».

Art. 32. De artikelen 29, 30 en 31 van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap worden opgeheven.

Art. 33. In artikel 39 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 juni 2006 tot bepaling van de opdrachten, de samenstelling en de belangrijkste aspecten van de werking van adviesinstanties die vallen onder het toepassingsgebied van het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het punt 1° worden de woorden « directeur van een centrale openbare bibliotheek » vervangen door de woorden « beheerder van een steunoperator »;
- 2° het punt 2° wordt geschrapt;
- 3° in het punt 3° wordt het woord « drie » vervangen door het woord « vier ».

Afdeling II. — Overgangsbepalingen

Art. 34. Als overgangsmaatregel en voor een termijn van vijf jaar vanaf de inwerkingtreding van dit decreet blijven de bibliotheken die rechtmatig erkend zijn op die datum krachtens het decreet van 28 februari 1978 tot instelling van de Openbare Dienst voor Lectuurvoorziening, het op die datum van kracht zijnde subsidiesysteem genieten.

De inrichtende machten erkend in het kader van het decreet van 28 februari 1978 beschikken over een periode van vier jaar vanaf de inwerkingtreding van dit decreet om een aanvraag om erkenning in te dienen bij toepassing ervan. Tijdens deze termijn blijven zij de bepalingen genieten van toepassing krachtens het decreet van 28 februari 1978 en de uitvoeringsbesluiten voor zover zij in naleving ervan handelen.

Afdeling III. — Opheffingsbepalingen

Art. 35. Worden opgeheven :

- 1° Het decreet van 28 februari 1978 tot instelling van de Openbare Dienst voor Lectuurvoorziening;
- 2° Het besluit van de Regering van 14 maart 1995 betreffende de organisatie van de openbare dienst voor lectuurvoorziening;
- 3° Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 december 1997 betreffende de door de Franse Gemeenschap erkende bibliotheken;
- 4° Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 december 1997 betreffende de beroepsverenigingen van bibliothecarissen en bibliotheken.

HOOFDSTUK X. — Inwerkingtreding

Art. 36. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2010.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 30 april 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,
M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,
C. DUPONT

De Minister van Cultuur en de Audiovisuele Sector,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,
M. TARABELLA

—
Nota

(1) *Zitting 2008-2009* :
Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 692-1. — Commissieamendementen, nr. 692-2. — Verslag nr. 692-3.

Integrale verslagen. — Bespreking. Vergadering van 27 april 2009. Aanneming. Vergadering van 28 april 2009.